

PARTIE 2 :

LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT EN L'ABSENCE DE SCOT



1- UN SCENARIO DE DEVELOPPEMENT

« AU FIL DE L'EAU »

L'état initial de l'environnement doit décrire l'évolution probable du territoire en l'absence de SCoT, notamment sur les questions environnementales. Le scénario développé dans les pages suivantes reprend les tendances constatées sur le territoire et les prolonge à terme.

1- Une production de logements insuffisamment diversifiée

1.1 - Les évolutions sur le marché du logement

L'exploitation du fichier SITADEL donne des précisions sur le rythme annuel de construction et sur la typologie des logements récemment construits.

Une activité de construction de logements soutenue depuis 2000

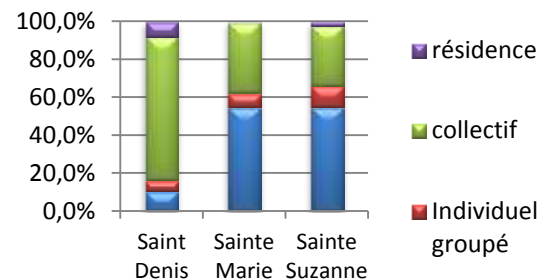
Entre 2001 et 2011, 2 492 logements ont été construits sur le territoire de la CINOR par an en moyenne.

Une production de logements collectifs en grande majorité sur Saint-Denis

Les 3/4 des constructions sur la CINOR sont réalisés en logements collectifs avec une part plus importante pour Saint-Denis (83%) que pour les deux autres communes: Sainte-Marie (27%) et Sainte-Suzanne (35%).

Sur la période de 2005 à 2008, plus de 14 700 logements ont été autorisés sur le territoire de la CINOR.

Typologie des logements commencés par commune



L'augmentation de la demande de logement s'explique par :

- le phénomène de desserrement des ménages et le renouvellement du parc ;
- l'arrivée de nouveaux d'habitants sur le territoire.

1.2 - Les éléments de programmation au « fil de l'eau »

L'estimation des besoins en logements

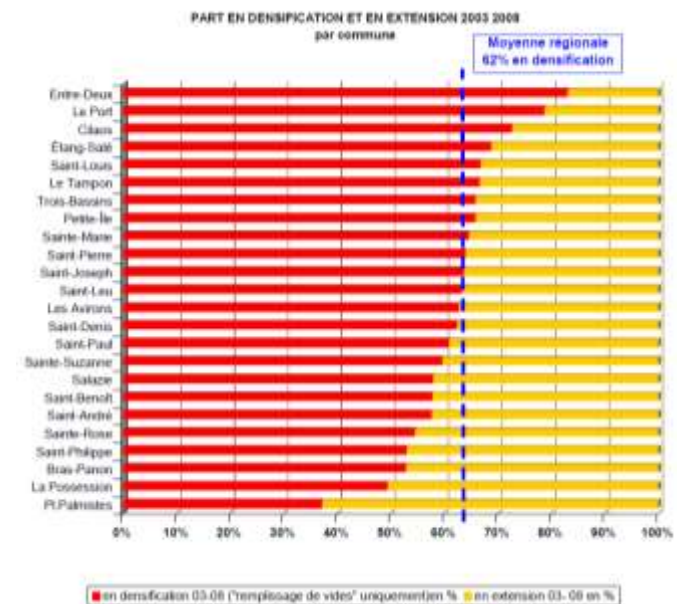
La demande sur le territoire du SCoT dans une perspective au « fil de l'eau » correspond à la production de **2 492 logements par an** (sur une période récente : 2001 à 2011), pour répondre aux besoins exprimés sur le marché du logement.

La consommation foncière constatée liée à l'habitat

Les travaux menés en 2008 par l'AGORAH sur l'évolution de la tâche urbaine entre 1997 et 2008 conclue à une consommation foncière de l'ordre de **807 hectares**.

Récemment cette étude a été affinée (« analyse des différentes composantes de l'espace urbanisé », AGORAH, mai 2012) et a permis de définir que **61% de cette consommation foncière était à usage d'habitat, soit environ 41 ha/ an**.

La déclinaison de cette tendance à l'horizon 2030 amènerait à tendre vers une **consommation foncière en étalement urbain de 1 150 hectares** uniquement pour la fonction résidentielle.



Nombre de logements commencés par commune depuis 2001 (en date réelle)

Logements commencés (source fichier SITADEL - DEAL)	2001/201	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyennan	2008	2009	2010	2011*	Moyennan
Saint-Denis	22 222	1 355	1 184	1 169	1 095	1 687	3 250	2 351	1 727	2 783	1 541	2 611	1 489	2 076
Sainte-Marie	3 061	283	223	265	313	138	156	110	213	159	177	230	794	227
Sainte-Suzanne	2 055	279	288	384	102	161	179	22	202	48	74	159	157	190
Total 3 communes	27 338	1 917	1 695	1 818	1 510	1 986	3 585	2 483	2 142	2 990	1 792	3 000	2 420	2 492
Données PLH indices (STADEL)		1 823	1 539	1 089	1 384	1 516	2 106	1 866	1 626					

* chiffres de janvier à octobre 2011

Source: SIT@DEL2, DEAL, décembre 2011

1.3- Incidences prévisibles sur l'environnement de l'évolution du parc de logements

Il s'agit des incidences sur l'environnement sans mesures compensatoires ou réductrices :

Poursuite de développement du parc de logements en individuel :

- Etalement urbain et mitage du territoire.
- Hausse des déplacements des habitants, augmentation des parcours de véhicules utilitaires (livraison...) et donc des émissions des gaz à effets de serre – baisse de la qualité de l'air.
- Hausse de la consommation d'énergie, de l'eau potable proportionnelle à l'augmentation de la population et des déplacements.
- Augmentation des linéaires de réseaux publics : eau usée, eau pluviale, électricité, générant des consommations énergétiques indirectes.

En l'absence de maîtrise publique des opérations d'aménagement :

- Perte d'identité à terme des communes – Banalisation des constructions.
- Dégradation des paysages.
- Risque de conflit avec les milieux naturels, la biodiversité.

2- Le risque d'une perte d'attractivité du territoire au niveau économique

L'augmentation du nombre d'actifs résidents traduit une certaine « résidentialisation » du territoire si le secteur économique du territoire n'a pas de possibilité de développement. Couplée au vieillissement structurel de sa population aux horizons 2020 et 2030, la CINOR se doit de contrer la menace d'une perte d'attractivité en termes d'emploi en poursuivant le renforcement de son potentiel économique.

2.1- Les éléments de programmation à vocation activité « au fil de l'eau »

L'offre foncière telle qu'elle a été recensée dans les documents d'urbanisme locaux et comme le rappelle le SAR (page 94 du volume 2 du rapport de présentation) ne couvre pas quantitativement les besoins pour l'accueil de nouvelles entreprises dans ce scénario « au fil de l'eau » étant donné que le **foncier d'activité disponible** dans les PLU est de **0 hectare**.

2.2- Les perspectives concernant l'activité agricole

Même si elle est moins présente sur le territoire de la CINOR que sur d'autres secteurs de l'île, la position de l'agriculture doit être confortée pour faire face aux problèmes rencontrés dans le fonctionnement des exploitations agricoles. La part économique relative du secteur agricole diminue mais son rôle social et environnemental constitue un enjeu important pour le

développement durable de l'île. Il est important ici de rappeler que l'agriculture est largement tributaire des évolutions de la politique agricole nationale et européenne (pas de maîtrise des élus sur les évolutions constatées). L'agriculture a aussi une vocation d'aménagement du territoire qu'il faut pérenniser car son maintien permet l'entretien d'un cadre de vie attrayant. La programmation tient compte de quatre enjeux majeurs que sont l'eau, le sol, la biodiversité, le paysage.

En prolongeant la tendance observée entre 2000 et 2010 la SAU constatée sur la CINOR diminuerait d'environ 45 hectares par an soit une perte de près de 315 ha de SAU à l'horizon 2020 et soit une **diminution globale de plus de 765 hectares de SAU à l'horizon 2030**.

Données tout type d'exploitation confondues	St Denis	St Martin	St Suzanne
SAU 2010	348 ha	2111 ha	1756 ha
Evolution SAU totale 2000/2010	-44%	-18%	+12%
Nombre d'exploitations 2010	233	197	245
Evolution SAU moyenne / exploitation 2000/2010	-30%	0%	+18%



2.3- Incidences prévisibles sur l'environnement d'un développement économique

Il s'agit des incidences sur l'environnement sans mesures compensatoires ou réductrices :

Etalement urbain et mitage

- Baisse du niveau d'exploitabilité des terres agricoles.
- Diminution de la surface agricole utile.
- Perte d'identité des paysages.

Développement économique

- Consommation foncière : disparition d'espaces agricoles et naturels.
- Hausse des déplacements et donc des émissions des gaz à effets de serre – baisse de la qualité de l'air.
- Hausse de la consommation d'énergie directe (construction et usages intérieurs) et indirecte (réseau et maintenance)
- Risque d'augmentation de l'exposition aux risques.



2- UN CADRE DE VIE MENACE PAR DES EVOLUTIONS NON MAITRISEES A TERME

L'évolution probable du cadre de vie du territoire dans la perspective d'un scénario de développement « au fil de l'eau » décrit dans les pages précédentes est indiquée dans ce chapitre.

1- Des risques d'altération de la qualité des paysages sans mesures compensatoires

La poursuite de la tendance d'évolution connue par le territoire de la CINOR caractérisée par un accueil continu de nouveaux habitants conduirait à des transformations profondes de la situation environnementale et notamment de la qualité de vie offerte par le territoire.

Les principales incidences environnementales du modèle de développement en cours sont conséquentes aux phénomènes d'étalement urbain et de développement des infrastructures.

En effet, la principale réponse apportée par le territoire de la CINOR aux besoins en logements au cours des dernières décennies repose sur la production de logements dans un modèle consommateur de foncier.

La poursuite de ce modèle engendre une transformation sans retour des paysages et de l'occupation du sol.

Une représentation cartographique de la consommation foncière constatée permet de souligner les phénomènes à l'œuvre et envisagés :

- un étalement urbain engendrant une consommation foncière et des prélèvements fonciers croissants,
- une accentuation des phénomènes de banalisation des paysages, une perte de la lisibilité des paysages sous l'effet de la constitution de conurbations,

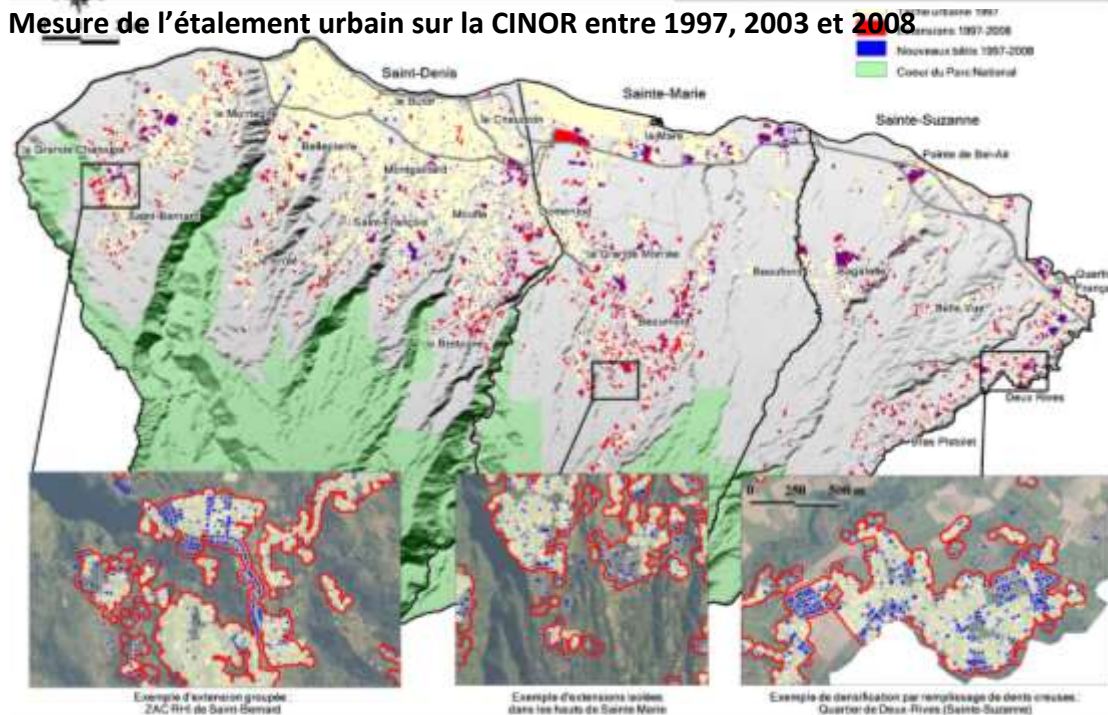
- une perte de l'identité et de la qualité du bâti.

Emprise de la tache urbaine 2008

1997 :	4 222 hectares
2003 :	4 701 hectares
2008 :	5 029 hectares
La CINOR couvre 19% de l'enveloppe urbaine régionale (soit 17% du territoire de la CINOR) pour accueillir 24 % de la population de l'île.	
Evolution de la tache urbaine	
1997-2003 :	+ 479 ha
2003-2008 :	+ 328 ha
1997-2008 :	+ 807 ha
Soit une croissance annuelle moyenne entre 1997 et 2008 de 73 ha/an	
Taux de croissance annuel moyen	
1997-2003 :	+ 1,8 %/an
2003-2008 :	+ 1,4 %/an
1997-2008 :	+ 1,6 %/an
Surface consommée par habitant supplémentaire	
1997-2008 :	346 m ² /hab sup
Surface consommée par logement supplémentaire	
1997-2008 :	463 m ² /logt sup
Part des extensions groupées	
1997-2008 :	32 %
Evolution par altitude entre 1997 et 2008	
Bas (< 300m) :	+ 452 ha (+14%)
Altitudes (300-600m) :	+ 288 ha (+36%)
Hauts (> 600m) :	+ 81 ha (+43%)

Source : AGORAH, 2008

Mesure de l'étalement urbain sur la CINOR entre 1997, 2003 et 2008



Source : AGORAH, 2008.

1.1- La poursuite de l'étalement urbain

La lecture de la cartographie réalisée par l'AGORAH mesurant la consommation foncière entre 1997 et 2008 met en exergue le phénomène d'étalement urbain qui est à l'œuvre sur le territoire et qui pourrait être envisagé pour l'avenir faute d'intervention politique forte des élus locaux.

Il souligne notamment les phénomènes :

- **d'artificialisation croissante et d'augmentation des prélèvements fonciers sur les espaces agricoles et naturels**

La majorité des communes du territoire envisage la réalisation d'extensions urbaines situées aux limites des espaces bâtis existants. Cette dynamique entraîne une artificialisation croissante des sols et une augmentation des prélèvements fonciers sur les espaces agricoles et naturels. Il s'en suivrait une perte irréversible d'espaces de valeur écologique commune, une hausse de la fragmentation du territoire et une dégradation du potentiel biologique du territoire.

- **d'augmentation des pressions vers les milieux naturels remarquables**

L'évolution urbaine du territoire de la CINOR est soumise à des contraintes réglementaires (risques technologiques, ...), anthropiques (infrastructures routières,...) ou naturelles (eau, forêt,...).

Malgré les mesures de protection des espaces naturels, il apparaît que l'évolution du territoire

conduit à un rapprochement des espaces urbains vers les espaces naturels remarquables du territoire.

1.2- Une accentuation des phénomènes de banalisation du territoire

La poursuite des phénomènes d'évolution urbaine observés sur le territoire de la CINOR conduirait à un appauvrissement de la qualité des paysages et une perte de la lisibilité des éléments identitaires.

Les risques d'altération des paysages sont particulièrement identifiables au regard de :

- **la modification des limites urbaines et l'impact croissant des nouvelles constructions sur les paysages ouverts**

Malgré l'importance des structures arborées sur le territoire, les espaces bâtis s'insèrent principalement dans des paysages agricoles ouverts.

Avec la poursuite de cette tendance d'extension des enveloppes urbaines, les paysages ruraux sont exposés à des pressions et modifications continues. Celles-ci se caractérisent notamment par l'affirmation de nouvelles limites urbaines s'imposant de plus en plus dans les paysages ouverts.

- **l'accélération des phénomènes de conurbation et une perte de lisibilité des paysages.**

Le développement des tendances d'extension des enveloppes urbaines et la concentration de ce

phénomène le long de l'axe de la RN2 accélère la constitution de conurbations.

En effet, il apparaît que la réalisation des extensions conduirait à un rapprochement des ensembles bâtis les uns des autres. Déjà observé entre les communes de Saint- Denis et de Sainte-Marie il semble que le phénomène de conurbation pourrait également toucher les communes de Sainte- Marie et de Sainte- Suzanne au regard d'un développement urbain ne prenant pas en compte les coupures naturelles existantes.

Dans la même dynamique, des rapprochements des enveloppes bâties avec les espaces boisés des Hauts sont identifiables.

Ces deux tendances conduisent au même effet de fermeture progressive des paysages par disparition des paysages ouverts (espaces de respiration paysagère) entre des paysages fermés (urbain/urbain ou urbain /forêt).

La tendance conduit à une perte de la lisibilité des motifs paysagers structurants pour le territoire : le chapelet de territoires ruraux habités insérés dans un paysage rural et les lisières boisées en panorama de fond.

1.3- Un risque de perte de qualité du bâti

La reproduction d'un modèle de développement urbain unique conduit à la généralisation massive de formes urbaines et architecturales typiques de ce type d'urbanisation.



Le territoire tend à un développement important des formes urbaines récentes par rapport aux tissus anciens.

Cette tendance conduit à une profonde évolution de la structure urbaine des noyaux urbains et à une perte d'harmonie :

- tant dans les formes urbaines dans lesquelles le rapport à l'espace libre (public et privé) est modifié sans rapport avec les formes anciennes,
- que dans le vocabulaire architectural qui laisse apparaître des volumes et des aspects contrastant avec ceux employés traditionnellement.

2- Des pressions sur l'environnement et des risques pour la santé humaine

Bénéficiant d'atouts indéniables en termes d'attractivité, d'accessibilité et de ressources naturelles, le territoire de la CINOR est dans une dynamique économique marquée par l'activité de service et industriel.

Sur la base de cet héritage et dans la poursuite des dynamiques observées au cours des dernières décennies marquées par le territoire est exposé à des risques environnementaux importants qui s'expriment par :

- un accroissement de l'exposition des populations aux nuisances et risques (industriels notamment),
- et une augmentation des émissions de polluants atmosphériques et des émissions de gaz à effet de serre.

2.1- Un accroissement de l'exposition des populations aux nuisances et aux risques

La tendance de concentration de l'accueil de populations nouvelles le long de l'axe de la RN2 notamment conduit à un accroissement de la vulnérabilité des populations face aux risques et nuisances.

En effet, les facteurs d'attractivité des populations correspondent peu ou prou à ceux suivis par les activités économiques. Il semble donc que la tendance en cours suivie par le territoire conduirait à une vulnérabilité croissante des populations vis à vis des risques et des nuisances.

2.2- Une augmentation des pollutions atmosphériques et des émissions de gaz à effet de serre

Au regard des tendances passées, le territoire de la CINOR est marqué par une attractivité vis-à-vis des territoires voisins notamment au regard du nombre d'emplois proposé sur le territoire.

L'accessibilité du territoire a également permis aux communes d'accueillir une population d'actifs occupés à l'extérieur du territoire.

Territoire capitale de l'île, la CINOR bénéficie d'atouts d'attractivité (cadre de vie, niveau de

services et d'équipements, disponibilité du foncier) qui ont soutenu l'accueil de nouveaux résidents et qui constituent les piliers du développement futur envisagé.

Le renforcement de ce phénomène d'accueil se combine par ailleurs à un taux d'emploi qui s'érode, conduisant certains actifs à quitter le territoire pour exercer une activité professionnelle. Le déséquilibre croissant des fonctions résidentielles et de l'emploi conduit les actifs résidant sur le territoire à effectuer des trajets domicile-travail de plus en plus importants et nombreux.

Par ailleurs, la fonction d'échanges et de couloir de passage du territoire contribue en outre au soutien d'un trafic routier de transit important.

Dans cette dynamique, la situation environnementale du territoire subit des pressions croissantes sur la qualité de l'air et la consommation énergétique.

PARTIE 3 :

LE SCOT ET SON EVALUATION ENVIRONNEMENTALE



1- Le scénario d'aménagement retenu et la justification des orientations qui en découlent

Préambule

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est un document de planification réfléchi sur le moyen terme (10 ans) et le long terme (20 ans) qui donne les grands principes d'aménagement d'un territoire.

Sur le territoire de la CINOR, cette démarche poursuit les actions conduites aussi bien dans les domaines de l'économie, de l'emploi, de l'habitat, du commerce que des transports afin de se préparer ensemble aux défis à relever.

Des objectifs stratégiques ont été définis dans le SCoT, exprimés dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), puis déclinés en règles prescriptibles dans le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO). Les Communes devront intégrer ces règles dans leur document d'urbanisme local.

Par choix ou faute d'alternative, les habitants résident désormais à une distance significative de leur lieu de travail. Qu'ils soient dépendants ou non, les administrés souhaitent de plus en plus de services de proximité (école, crèche, sport, culture...). Face à ces constats, la solidarité ne peut se jouer que si le territoire est placé dans

une dynamique de croissance. Cette dernière suppose préalablement une économie locale forte et un environnement attractif.

Ayant pour objectif de répondre à ces questions, la CINOR a travaillé avec la volonté de créer des conditions favorables au maintien d'un cadre de vie de qualité pour les populations et activités en place, tout en essayant d'attirer de nouveaux éléments.

Les pistes étudiées lors de la définition du projet visent la recherche d'équilibres globaux et débouchent sur des règles partagées à l'échelle des 3 communes, en gardant à l'esprit un développement maîtrisé du bassin de vie.

1.1- Une hiérarchisation des enjeux environnementaux

L'évaluation stratégique environnementale vise une intervention ciblée de l'action d'aménagement et de mise en valeur du territoire au regard des spécificités territoriales.

La méthode nécessite la mise en évidence d'une hiérarchie des enjeux environnementaux afin de souligner les points fondamentaux de vigilance pour le territoire et son intervention à venir. La hiérarchisation des enjeux s'appuie sur trois niveaux d'importance : fort (rouge), moyen (orange), faible (vert).

Les niveaux d'enjeu sont évalués par une approche combinant trois paramètres :
- **Le niveau d'enjeu de la thématique environnementale pour le territoire élargi** dans lequel s'inscrit le territoire de la CINOR. A ce

niveau, le SCoT doit s'inscrire comme relais et contributeur à l'atteinte d'objectifs qui dépassent son périmètre. La hiérarchisation des enjeux doit intégrer la priorisation des politiques nationales ou régionales afin d'évaluer la responsabilité du territoire vis à vis d'elles.

- **Le niveau d'enjeu de la situation environnementale sur le territoire du SCoT.** Il est évalué au regard de la dynamique suivie par le territoire et des pressions qui sont propres à son périmètre d'intervention. Le degré de vulnérabilité, l'intensité de l'évolution ou l'importance géographique constituent des paramètres pris en compte à ce niveau.

- **La marge d'action** vis-à-vis de la thématique environnementale correspond à la fois au niveau de pertinence que constitue l'outil SCoT pour agir sur les différentes composantes environnementales mais également à la capacité du territoire à intervenir sur la composante (en fonction de la gouvernance locale, de l'efficacité d'une éventuelle action du SCoT...).

La hiérarchisation des enjeux environnementaux du territoire du SCoT de la CINOR s'appuie sur la base de connaissances présentée dans le cadre de l'état initial de l'environnement.

	Thématique	Niveau d'enjeu sur le SCoT	Niveau d'enjeu SCoT	Marge d'action du SCoT
Enjeu fort	Paysages / patrimoine et agriculture	●	●	●
	Ressources naturelles / Biodiversité	●	●	●
	Climat / énergie	●	●	●
Enjeu moyen	Ressource en eau	●	●	●
	Risques naturels / technologiques	●	●	●
Enjeu faible	Déchets	●	●	●
	Ressource air	●	●	●
	Ressources sous-sol	●	●	●

Des paysages emblématiques et diversifiés, à la porte du territoire

Synthèse de l'état initial et points de sensibilité :

L'agriculture, diversifiée, tient une place importante sur le territoire, à la fois source d'emploi et composante des paysages. On distingue le territoire des planèzes à l'Est, lié à la production de canne dont la préservation des surfaces cultivées est indispensable à la pérennité de l'activité, et les activités d'élevage et d'agriculture maraîchère et vivrière, des Hauts.

Le paysage du territoire est diversifié : on distingue le littoral fortement urbanisé et concentrant les principales infrastructures, les piémonts agricoles avec une urbanisation en tâche et un fort développement, entaillés de profondes ravines constituant des espaces de respiration, et les espaces naturels des Hauts. Au cœur de ces grands paysages, des sites d'intérêt particulier sont aménagés.

L'identité architecturale repose notamment sur les centres urbains, les îlets.

Enjeux :

- La préservation des terres cultivées, support d'une production vivrière et indispensable au maintien de la production sucrière de l'île, dont les espaces de fort enjeu sont situés à l'interface de l'urbanisation.

- La préservation de l'identité paysagère du territoire, au travers de la diversité des unités paysagères et de la maîtrise de l'urbanisation, notamment en frange, de la conservation d'espaces de respiration et de coupures, mais aussi des paysages emblématiques supports de l'activité touristique.
- La préservation et mise en valeur du patrimoine urbain et architectural.

Un patrimoine biologique autant remarquable que fragile

Synthèse de l'état initial et points de sensibilité :

Le territoire présente une grande richesse de milieux et d'espèces, qui se concentrent sur le territoire des Hauts, important réservoir de biodiversité, et le long des principales ravines. Ces ravines constituent des liens terre-mer fonctionnels indispensables à la survie de nombreuses espèces. Malgré les nombreux périmètres d'inventaires et de protection présents sur le territoire, on observe un recul des végétations indigènes, en lien avec l'augmentation de l'anthropisation, source de nuisances et d'introduction d'espèces nuisibles.

Enjeux :

La préservation de l'intégrité des milieux naturels de grande qualité, en particulier des réservoirs de biodiversité jouant un rôle très important à l'échelle de l'île et au delà, constitue un enjeu fort

pour le territoire, auquel doit être associée la nécessité de préserver la fonctionnalité écologique du territoire, s'appuyant sur les cours d'eau, ravines, afin de limiter la fragmentation des milieux par le développement urbain, le mitage, et les infrastructures.

Enfin, la connaissance de ces espaces riches mais fragiles et menacés par le développement anthropique nécessite la mise en place d'un dispositif de suivi mutualisé.

Une qualité de l'air à améliorer et une autonomie énergétique à rechercher

Synthèse de l'état initial et points de sensibilité :

La configuration littorale et insulaire du territoire est favorable à sa bonne qualité de l'air. Cependant, l'omniprésence de la voiture expose des secteurs à proximité des nœuds de circulation aux gaz d'échappement, l'aéroport de Gillot et l'usine de Bois Rouge sont aussi des sources importantes de polluants impactant le territoire.

L'omniprésence de la voiture est aussi une source importante de consommation d'énergie pétrolière importée, et qui, directement liée à l'augmentation de la mobilité, est en croissance.

La production d'énergie sur le territoire s'appuie aujourd'hui sur les installations solaires photovoltaïques et thermiques individuelles et le parc éolien de Sainte Suzanne.

Dans le but de favoriser l'autonomie énergétique de l'île et de réduire les émissions de gaz à effet de serre, les projets de production énergétique se

développent : utilisation de la ressource marine, biocarburant,...

Enjeux :

- Surveiller les secteurs les plus soumis aux risques de pollution de l'air.
- Favoriser la diminution des dépenses énergétiques et la production de gaz à effet de serre au travers d'une politique d'urbanisation visant à limiter l'étalement et favoriser l'utilisation des modes de transport en commun.
- Poursuivre le développement de la production d'énergie renouvelable et encourager les projets innovants dans ce secteur.

Une ressource en eau inégalement répartie et fragilisée

Synthèse de l'état initial et points de sensibilité :

La ressource en eau (eaux souterraines et superficielles) est présente en abondance sur le territoire. Si sa qualité est globalement bonne, on constate cependant des sources de dégradation (nitrates, pesticides, microorganismes).

La non conformité de l'assainissement collectif, ainsi que la proportion importante de foyers non reliés, en lien avec la topographie du territoire et la dispersion de l'habitat, sont aussi sources de pressions importantes sur les milieux, en particulier le milieu marin.

Enfin, l'accès à l'eau potable reste inégal et insuffisamment sécurisé sur le territoire : dans les

Hauts, les captages sont particulièrement vulnérables et un grand nombre n'est pas protégé. Des problèmes récurrents de la qualité de l'eau brute distribuée sont également à relier à un déficit de potabilisation. Les rendements des réseaux sont inférieurs à 75%.

Enjeux :

Les enjeux sur le territoire relèvent de la préservation de la ressource en eau, au travers de l'amélioration de sa qualité chimique mais aussi écologique.

En lien avec les actions engagées de mise aux normes de l'assainissement (construction en cours de 2 stations d'épuration), l'enjeu réside aussi dans la poursuite de l'amélioration des systèmes d'assainissement, au travers de la mise aux normes et du contrôle des installations individuelles notamment.

L'amélioration de la sécurisation qualitative et quantitative de l'approvisionnement en eau potable est également indispensable.

Des risques et nuisances omniprésents

Synthèse de l'état initial et points de sensibilité :

Le territoire de la CINOR est fortement soumis aux risques, en particulier les risques naturels : risque d'inondation, de mouvement de terrain, risque sismique, de houles et tsunamis, de feux de forêt, risque volcanique. Le risque majeur d'inondation, qui touche en particulier les secteurs de ravines, est pris en compte au travers de 3 PPRi et d'actions de protection au travers du PAPI. Le risque de mouvement de terrain est pris

en compte au travers de 3 PPR multirisques (dont certains en cours ou en révision). Les cartographies des aléas mouvements de terrain et inondation ont été portées à la connaissance de la mairie de Sainte-Marie, le 15 avril 2009.

L'aéroport et la route littorale sont sources de nuisances sonores importantes.

En matière de production des déchets, le territoire s'inscrit dans la moyenne nationale, et montre une tendance à l'augmentation du recyclage. En matière de gestion et d'équipements, le territoire compte un centre d'enfouissement arrivant bientôt à saturation, un déficit de 2 déchetteries sur les 12 prévues par le PDEDMA, et des plateformes de compostage et broyage non conformes à la réglementation ICPE.

Enjeux :

- Veiller à la sécurisation des personnes, des biens et de l'environnement face aux risques majeurs.
- Limiter les nuisances sonores au regard de la construction.
- Poursuivre le renforcement et la modernisation du système de gestion et de valorisation des déchets.

Une ressource du sous-sol à exploiter de manière durable

Synthèse de l'état initial et points de sensibilité :

En lien avec un secteur de la construction qui devrait être en progression, les besoins en matériaux devraient être en augmentation.

Les matériaux exploités sur le territoire sont essentiellement alluvionnaires, les roches massives volcaniques étant de qualité pauvre. La majeure partie des gisements sont localisés dans les rivières, ravines, sur le littoral et en mer. Ces lieux d'extraction, bien que ne semblant pas porter atteinte à des richesses écologiques majeures, touchent des milieux naturels sensibles et sont source d'amplification des phénomènes d'érosion dans les ravines.

Enjeux :

Les espaces carrières ayant été définis au travers du Schéma des carrières, l'enjeu au travers du SCoT réside essentiellement dans la préservation de ces ressources par la non urbanisation des sites, et en favorisant une gestion environnementale des sites de carrières permettant de limiter leur impact.

2- Un scénario volontariste de développement durable

Le scénario d'aménagement retenu par les élus de la CINOR pour les 20 prochaines années est fondé sur une volonté de poursuivre un développement du territoire tout en respectant les éléments identitaires du territoire.

Chaque partie du territoire (urbaine, rurale) participe à ce développement dans le respect des équilibres actuels (pôles urbains principaux et villes- relais, territoires ruraux habités ...), en cherchant à corriger certaines tendances non souhaitables pour le territoire.

2.1- Le scénario d'aménagement retenu

Un équilibre à maintenir entre les différents espaces de la CINOR

Une des spécificités du territoire de la CINOR est de regrouper 4 niveaux de référence qui caractérisent les différents espaces de développement du territoire.

- **Le littoral** composé :
 - du **cœur d'agglomération** allant du centre-ville de Saint-Denis au pôle de la Rivière des Pluies
 - des **pôles centraux littoraux** (centres- villes) en chapelet le long de la côte
- **Les pôles secondaires des mi- pentes** caractérisés par les piémonts de Saint- Denis et les bourgs des mi- pentes de Sainte- Marie et Sainte- Suzanne ;
- **Le pôle d'équilibre du quartier de la Montagne** ayant un fonctionnement propre

- **Les centralités villageoises des Hauts** qui concernent les bourgs et les dernières franges habitées du territoire avant les grands espaces naturels protégés.

Ces 4 niveaux de référence prennent place au sein de 5 espaces de cohérence comme le reporte la carte ci-dessous :



Cet ensemble se situe dans un schéma d'organisation urbaine plus large qui identifie à l'échelle de l'île des pôles urbains qui interagissent avec la CINOR (emplois, achats-évasion commerciale, ...).

Les débats du SCoT ont porté notamment sur différents scénarios d'évolution de l'armature urbaine du territoire : faire émerger un pôle principal unique pour la CINOR ? Déclinaison de pôles principaux et de villes- relais ? ...

Les élus ont souhaité poursuivre un développement du territoire s'appuyant sur le maillage urbain actuel en programmant un renforcement sur le cœur d'agglomération (Saint-Denis et Sainte- Marie Ouest) tout en maintenant des possibilités d'extension pour les autres pôles centraux littoraux (Sainte- Marie et Sainte- Suzanne). Ensuite, le développement des pôles secondaires des mi- pentes (Beauséjour, Terrain Elisa, Bagatelle, Deux- Rives) viendra compléter la structuration du territoire de la CINOR avec les centralités villageoises des Hauts à structure (Saint- Bernard, Le Brûlé, Saint- François, Bois de Nèfles, La Bretagne, Moka, Beaumont, Chiendent, Montée Sano et Bras Pistolet). Enfin, une possibilité de développement sous certaines conditions a été réservée au secteur de La Montagne sur Saint- Denis. Il est important de relever à cet instant que les polarités proposées reprennent les orientations du SAR de la Réunion et n'en sont qu'une simple déclinaison. Il n'y a pas ici d'ajout de polarité par rapport aux prescriptions du SAR.

Le point d'orgue de cette hiérarchisation proposée est que la notion d'équilibre actuel est à conserver

entre les différents secteurs : c'est un principe fondamental pour le SCoT.

Améliorer les déplacements d'actifs résidents vers les pôles d'emplois

La zone d'emploi nord concentre 35% des emplois de l'île. La population active occupée représente 73,9% de la population active de la zone d'emploi nord (64 009 personnes). Ce taux est nettement supérieur au taux régional de 67,4%. Toutefois, la situation de l'emploi sur la CINOR ne permet pas d'offrir un emploi sur place à chaque actif résident. Cette situation conduit certains actifs résidents à se déplacer vers des pôles d'emplois extérieurs. L'offre de mobilité existante permet ces échanges avec les territoires limitrophes, mais multiplie les déplacements notamment en véhicule particulier.

De plus, comme le souligne le SAR la CINOR ne dispose plus d'aucune marge de manœuvre en terme de développement économique avec 0 hectare de zones d'extensions à vocation activités dans les documents d'urbanisme locaux en 2011.

Les élus souhaitent infléchir cette tendance en programmant les conditions d'une création plus importante d'emplois localement.

Les tendances récentes montrent que les territoires voisins ont vocation à accueillir une part importante des nouveaux emplois créés tandis que les nouveaux logements étaient en proportion plus importante sur

la CINOR, amenant à terme à creuser un déséquilibre habitat/ emplois.

Une attractivité résidentielle à maintenir

La CINOR offre un cadre de vie de qualité qui attire de nombreux ménages. La CINOR est également un territoire relativement jeune qui souhaite maintenir les jeunes ménages sur place.

Les élus ont exprimé leur volonté de poursuivre une activité de construction de logements qui leur permettra de répondre à l'ensemble des demandes (demandes de maintien sur place, accueil de populations nouvelles).

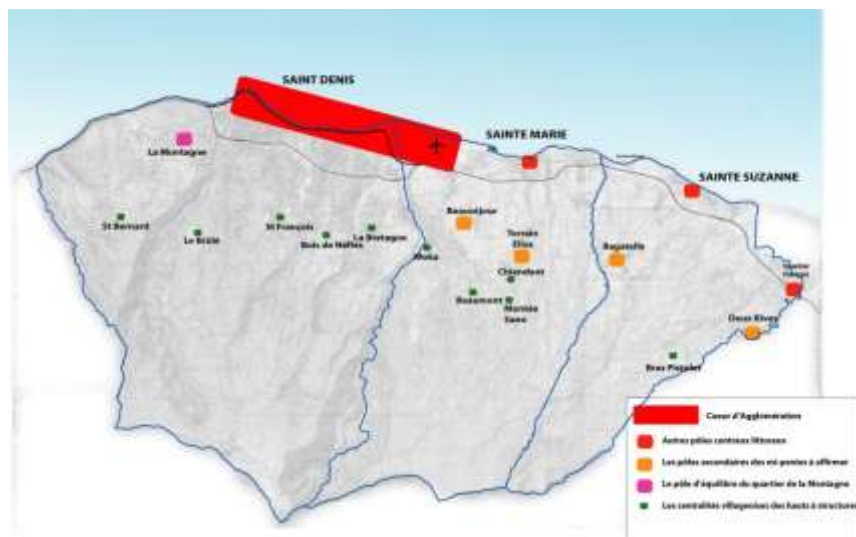
Cet objectif est doublé d'un objectif de diversification de l'offre de logements pour proposer une solution adaptée aux différents types de ménages résidant ou souhaitant s'implanter sur le territoire du SCoT : jeunes actifs, personnes âgées...

Organiser le développement en s'appuyant sur une bonne accessibilité du territoire

Les nombreux embouteillages aux entrées et sorties des secteurs générateurs de trafic témoignent d'une offre insuffisante aussi bien en infrastructure qu'en service.

Ces phénomènes conduisent les actifs à moduler progressivement leurs horaires. Ainsi, les heures de pointe s'étendent sur des plages horaires de plus en plus larges.

Les élus souhaitent s'appuyer sur une amélioration des réseaux existants pour poursuivre le développement résidentiel et économique du territoire, en recherchant à corriger les insuffisances relevées notamment dans les liaisons Est/ Ouest.



2.2- Les aspects quantitatifs du scénario d'aménagement

• Développement économique

La détermination d'une perspective de création d'emplois

L'objectif de création de nouveaux emplois entre dans un objectif plus général de rééquilibrage entre habitat et emploi et de réduction des déplacements des actifs vers des pôles d'emplois extérieurs à la CINOR.

La CINOR est une zone d'emploi attractive, avec des migrations journalières inférieures à celles constatées sur les EPCI voisins (10,4 % des actifs travaillent hors territoire contre 43,1% pour la CIREST et 21,9% pour TCO).

Pourtant au cours des dernières années (2008/2012), la CINOR a connu une dynamique de l'emploi moins favorable et les créations d'entreprises sont en perte de vitesse et montrent une certaine fragilité (transfert d'activités vers l'Ouest et le Sud). Cette situation risquerait d'accentuer le caractère résidentiel du territoire en l'absence de la poursuite d'une politique économique locale dynamique.

Elle renforcerait également les inconvénients d'un déficit d'emplois locaux (multiplication des déplacements vers des pôles d'emplois extérieurs, évasion commerciale, potentiel fiscal insuffisant qui réduit les marges de manœuvre des communes pour répondre aux besoins de la population).

La situation actuelle de l'emploi est déficitaire sur le territoire du SCoT : 75 400 emplois en 2008

(source INSEE). Ce nombre d'emplois est insuffisant rapporté à la population active : 86 565 actifs d'autant que le 1/3 des emplois offerts sur le territoire de la CINOR est occupé par des actifs résidant hors du territoire.

Ainsi, le taux d'emploi¹ demeure faible : 0,87 (l'équilibre étant atteint lorsque le taux d'emploi = 1).

Le maintien d'une création d'emploi de l'ordre de **1 700 emplois par an** (reprise des éléments constatés sur la période faste de 1999 à 2008) est un objectif fondamental du SCoT.

Conforter les polarités économiques de la CINOR

La stratégie de développement économique retenue par les élus du territoire doit conduire à une amélioration de la lisibilité de l'offre économique et proposer une offre rationnelle. Cette stratégie intègre un fort potentiel de réinvestissement des friches urbaines qui doit mobiliser l'ensemble des acteurs locaux et des partenaires extérieurs.

Elle reposera sur la promotion d'une offre foncière adaptée aux besoins d'implantation des entreprises (offre foncière structurante, accueil de PMI-PME, offre pour l'implantation d'artisans...), permettant notamment la poursuite du développement économique.

Les élus souhaitent ainsi procéder par extension de zones d'activités existantes et création de zone pour répondre à des besoins dans le cadre d'une démarche intercommunale, pour renforcer l'offre économique, et bénéficier de la bonne accessibilité de ces sites.

¹Le taux d'emploi est le rapport entre le nombre d'emplois et la population active occupée.

Le scénario d'aménagement retenu repose sur trois niveaux d'offre foncière pour le développement économique :

1 - Affirmer une polarité économique majeure (pôle d'activités à vocation régionale).

Le SCoT prévoit l'émergence d'un pôle moteur pour l'ensemble du développement économique de la CINOR dit « Vallée de l'Innovation » identifié en tant que pôle d'activités à vocation régionale. Il s'agit ici d'un projet d'envergure, cœur de la nouvelle économie de la CINOR, qui viendra renforcer le dispositif existant et se situera à l'interface de plusieurs zones d'activités existantes et en devenir.

Il représente un enjeu majeur du développement du territoire, dont les retombées dépasseront les limites du périmètre du SCoT. La notion de pôle d'excellence est retenue pour souligner avec force la principale caractéristique de cet espace à vocation économique qui accueillera des activités à haute valeur ajoutée.

Le pôle central de cette Vallée de l'Innovation sera donc conçu comme un projet urbain d'ensemble. Pour l'affirmer comme une véritable centralité émergente, la seule du territoire à l'horizon de SCoT, son parti d'aménagement devra prévoir des surfaces destinées aux activités économiques, des activités commerciales et de services de proximité (l'implantation des équipements et activités commerciales et de services sera limité à 5% de la superficie de la zone d'implantation). **Cette zone considérée comme pôle d'activité à vocation régionale au SAR sera essentiellement consacrée aux activités de production et aux services aux entreprises.**

L'aménagement du pôle concentrera ainsi :

- un **pôle d'excellence** qui accueillera des entreprises à forte valeur ajoutée dans les secteurs de la recherche, de la santé, des NTIC, de la logistique/export ...,
- un **pôle production** qui permettra l'implantation d'unités agro-alimentaires, industrielles et artisanales,
- un **pôle tertiaire**, de services et de petits commerces de proximité.

2- Développer des zones d'activités intermédiaires réparties sur l'ensemble de la bande littorale

Le projet intègre la possibilité de s'appuyer sur le développement de plusieurs zones d'activités à l'échelle du territoire du SCoT (vocation PME/PMI, services, artisanat). Les sites concernés sont les suivants :

Dans le cœur d'agglomération, les armatures de déplacement (Boulevards Lancastel et Rambault, axe TCSP, Boulevard Sud) favoriseront l'implantation d'activités à vocation d'artisanat, de services et de tertiaire sur des zones de reconquête de friches urbaines ou industrielles. Il conviendra également de retravailler sur les grands espaces commerciaux existants, parfois vieillissants et trop consommateurs d'espaces.

Situés à l'interface de plusieurs modes et bénéficiant de capacité en stationnement au niveau des parcs relais, les futurs pôles multimodaux constitueront des points d'accroche à investir pour l'économie locale (services, tertiaire, commerces).

Sur les axes prolongeant les boulevards urbains du cœur d'agglomération sur la RN2 se répartiront des zones d'activités à vocation artisanale. Dans ces zones artisanales de l'Est du territoire, il sera recherché une identité, une vocation spécifique visant à gagner en cohérence comme par exemple, l'agroalimentaire.

3 - Permettre l'évolution modérée de petites zones qualifiées de « zones de desserrement » au niveau local (vocation artisanale).

Le SCoT permet l'évolution modérée de petites zones d'activités existantes pour répondre aux besoins locaux de relocalisation d'activités. Ces besoins locaux pourront s'intégrer si possible dans des zones d'urbanisation mixte.

Dans les mi- pentes, l'aménagement de petites zones d'activités et/ ou l'extension de petites zones d'activités existantes compatibles avec l'habitat sera favorisé.

Les bourgs à structurer des mi- pentes de l'Est seront bientôt desservis de façon efficace par la future voie de piémont. L'aménagement de micro-zones d'activité en lien avec le nouveau statut de ces bourgs est à privilégier. Ces zones s'inscriront en continuité de l'urbanisation résidentielle et s'intégreront au mieux à la ville en respectant la notion d'optimisation de l'espace sur des secteurs très sensibles.

Sur le secteur de la Montagne, le développement économique (petites productions artisanales, activités commerciales et services) sera également prévu et conditionné à la recherche de solutions alternatives de dessertes et en considérant parallèlement un renforcement de la desserte routière.

Enfin, des micro- zones artisanales en lien avec les savoir-faire locaux seront développées dans

les bourgs des Hauts pour renforcer des lieux de vie de proximité. Il s'agit d'y développer des espaces de centralité et de convivialité : Bras Pistolet, Beaumont, Brûlé, Bois de Nêfles et Saint François en priorité en faisant le pari du développement de l'agro- tourisme sur ces secteurs en lien avec le Parc National.

Il est rappelé que la réalisation de logements est interdite dans les zones d'activités et que l'implantation des équipements et activités commerciales et de services est limitée à 5% de la superficie de la zone d'implantation.

Cette programmation porte sur des besoins en foncier de l'ordre de **150 hectares pour l'accueil de nouvelles entreprises.**

L'objectif environnemental est de limiter les déplacements quotidiens entre le domicile et le lieu de travail, engendrant réduction des consommations de carburants épuisables, des émissions de gaz à effet de serre liées, réduction du stress et de la fatigue lié aux déplacements, et enfin économie financière sur le poste transport pour les ménages.

• Développement commercial

Positionner le territoire sur une logique de complémentarité commerciale structurée avec les offres existantes.

Les ZACOM ont été définies en faisant référence à la définition du Développement Durable :

- Diversité des fonctions urbaines et rurales, réduction des déplacements pour les zones centrales
- Qualité des entrées de ville, réduction des déplacements et limitation de la consommation de l'espace pour les zones périphériques



L'ambition du territoire en termes de développement commercial se traduit par :

- Le confortement de l'offre commerciale répondant à des besoins réguliers, afin de répondre aux nouveaux besoins de consommation générés par la croissance démographique, et de rapprocher autant que possible les consommations sur ces achats générant des déplacements très fréquents.
- Le développement et la diversification de l'offre commerciale du territoire dans la réponse aux besoins occasionnels, afin de satisfaire davantage de besoins de consommation sur le territoire, et éviter les déplacements lointains vers les pôles extérieurs.

Limiter la multiplication et la dispersion des sites commerciaux, et favoriser la complémentarité entre localisations.

La limitation de la dispersion de l'offre commerciale sur le territoire, et l'objectif de conforter en priorité les localisations existantes passent par :

- La délimitation des Zones d'Aménagement Commercial (ZACOM), qui constitueront les lieux privilégiés pour l'implantation des commerces.
- L'identification des principales centralités urbaines structurées sur les polarités principales, et la mise en place de mesures spécifiques pour le confortement de ces localisations.
- Des orientations à mettre en œuvre par le biais du zonage et du règlement constitutifs des documents d'urbanisme locaux, visant à inciter d'une part à l'affirmation des centralités

marchandes existantes des polarités secondaires et des villages, et d'autre part à la polarisation de l'offre, et notamment l'offre de proximité, dans les enveloppes urbaines.

Améliorer la qualité environnementale et paysagère des pôles commerciaux

Il s'agit de favoriser le développement de procédés ou dispositifs spécifiques permettant de limiter l'impact environnemental des équipements commerciaux (gestion de la ressource en eau, recherche d'imperméabilisation des sols, gestion des déchets) et favorisant la prise en compte des procédés de construction durable des projets de création et de renouvellement de site (notamment l'utilisation de l'énergie photovoltaïque).

Développement de l'habitat

La détermination du nombre de logements à produire

Le maintien d'une attractivité résidentielle de la CINOR nécessite de poursuivre l'activité de construction de logements permettant de répondre à différents types de besoins :

Des besoins endogènes liés à deux phénomènes :

- Le « desserrement des ménages » qui correspond à la baisse de la taille moyenne des ménages. Cette baisse devrait se poursuivre au cours des prochaines années.
- Le renouvellement du parc.

Des besoins liés à l'accueil de populations nouvelles afin de maintenir un dynamisme démographique sur la CINOR.

La quantification des besoins à l'échelle de la CINOR est la suivante :

Pour les besoins endogènes:

- Le « desserrement » des ménages² : estimé à **1 000 logements** par an en moyenne.
- Le renouvellement du parc : estimé à **600 logements** par an en moyenne.
- La fluidité du parc de logements : estimé à **150 logements** par an en moyenne.

Soit **1 750 logements par an** pour assurer au minimum un niveau stable de la population (méthode du calcul du « point mort »).

Des besoins liés à l'accueil de populations nouvelles

- Accueil de populations nouvelles : estimé à **450 logements par an** en moyenne.

L'objectif global est par conséquent de **2 200 logements par an** en moyenne pour assurer l'attractivité résidentielle de la CINOR.

Cet objectif de création de logements a été décliné sur l'ensemble du territoire sur la base d'une concertation avec les communes réalisée notamment lors de l'élaboration du PLH, réparties en différents secteurs qui ne présentent pas le même contexte urbain.

² Il s'agit de la baisse de la taille moyenne des ménages qui devrait se poursuivre selon l'INSEE.

Ce « desserrement » des ménages s'explique par le vieillissement de la population, la tendance à la décohabitation des ménages

Le parti pris des élus a été de maintenir/ renforcer la programmation en logements sur l'ensemble des communes et de donner une marge de manœuvre pour maintenir une dynamique résidentielle dans les Hauts.

Pour rappel l'INSEE indique que depuis plusieurs années, le nombre moyen de personnes qui vivent dans un ménage diminue. Il ne sera plus que de 2,6 en 2020, ce qui était le niveau de la France métropolitaine en 1990.

À La Réunion, il était cette année-là de 3,8. D'ici 2020, le nombre de ménages augmentera deux fois plus vite que la population (+ 2 % contre + 1,1 % par an). Le vieillissement de la population et les changements de modes de vie (vivre seul, en couple, en famille monoparentale...) en sont la cause.

La détermination d'une perspective démographique à l'échelle de la CINOR

La volonté des élus est de maintenir un dynamisme démographique sur le territoire de la CINOR. La production de 2200 logements par an en moyenne permettra d'accueillir de nouveaux ménages sur le territoire du SCoT.

Cet apport démographique est estimé à **environ 33 000 habitants à l'horizon 2030** (perspective démographique haute de l'INSEE => projection OMPHALE).

Ainsi, la CINOR pourrait recenser 231 000 habitants à l'horizon 2030 (198 000 habitants en 2008 + 33 000 habitants).

Il n'est pas déterminé de perspective démographique à l'échelle de chaque commune. Celles-ci par leur activité de construction de logements qui est déterminée dans le projet de SCoT, participeront au maintien de l'attractivité résidentielle de la CINOR et contribueront à tendre vers la perspective démographique définie globalement.

Une ouverture du territoire à l'accueil de populations nouvelles

Le scénario retenu porte sur la production de 2 200 nouveaux logements par an en moyenne au

cours des 20 prochaines années (anticipation d'un ralentissement du rythme de construction par rapport aux prévisions du PLH sur 6 ans).

Ce scénario représente à l'échelle du territoire du SCoT un rythme d'urbanisation sensiblement moins soutenu en comparaison avec l'activité de construction qui a été constatée entre 1999 et 2011 (2 492 logements par an).

Il prend en compte la nécessité de répondre aux besoins endogènes (renouvellement du parc, desserrement des ménages...) et à l'accueil de populations nouvelles.

Le SCoT oriente la programmation vers une utilisation du potentiel d'accueil mobilisable dans les enveloppes urbaines.

Tableau indicatif de la programmation du développement résidentiel par commune

	Rythme de construction annuel aux horizons 2020 et 2030	Part de la construction par communes
Saint- Denis	1 230 logements /an	55 %
Sainte- Marie	667 logements /an	30 %
Sainte- Suzanne	307 logements/an	15 %
TOTAL SCoT	~2 200 logements /an	100 %

	Rythme de construction annuel de logements	Hectares utilisés en densification / restructuration	Extension de l'urbanisation à vocation habitat	Extension de l'urbanisation à vocation habitat dans les territoires ruraux habités
Saint- Denis	1 230	46,0	115,0	2,0
Sainte- Marie	667	16,2	93,0	6,0
Sainte- Suzanne	307	33,8	57,0	3,0
TOTAL SCoT	~2 200 logements	96 hectares	265 hectares	11 hectares

Diversifier la typologie des logements

Tableau de rappel sur les typologies de logements réalisées entre 2000 et 2010 :

- l'expression d'un objectif souhaité de production

	Individuel pur	Individuel groupé	Collectif	Résidence
Saint- Denis	11 %	6 %	76 %	8 %
Sainte- Marie	55 %	7 %	38 %	0 %
Sainte- Suzanne	55 %	11 %	32 %	2 %
Total (en%)	19,0 %	6,5 %	67,8 %	6,7 %

L'objectif est de rééquilibrer la production de logements hétérogène entre les trois communes comme le démontre le tableau ci-dessus.

Les élus du territoire souhaitent tendre vers une plus grande diversité dans la typologie des nouveaux logements.

Toutefois les proportions n'ont pas été définies par commune afin de favoriser telle ou telle typologie de logement intermédiaire (maison en bande, maison sur petite parcelle, petit collectif) et de corriger ainsi les déséquilibres. Ces proportions, qui pourraient constituer des minima, seront travaillées dans le cadre du suivi du PLH et de son actualisation à venir en 2017.

Renforcer la mixité dans le parc de logements

Les élus du territoire souhaitent agir pour développer le logement locatif social sur l'ensemble du territoire du SCoT (en fonction des capacités d'accueil des communes en termes de niveau d'équipements et de services, de desserte en transports collectifs).

Au cours des travaux préparatoires à l'élaboration du PADD, diverses hypothèses ont été débattues afin de renforcer à terme l'offre locative sociale sur l'ensemble du territoire du SCoT.

Le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) intègre deux points sur cette thématique :

de nouveaux logements aidés : cet objectif est de maintenir un taux de l'ordre de 60% de logements aidés aux horizons 2020 et 2030 soit une construction nécessaire de l'ordre de 1260 logements aidés en moyenne par an (dans l'hypothèse d'un rythme de construction égal à 2200 logements par an en moyenne),

- la définition de moyens pour développer l'offre de logements aidés.

Le SCoT encourage la mobilisation de procédures permettant de renforcer l'offre de logements locatifs sociaux :

- les opérations d'acquisition-réhabilitation de bâtiments anciens ;
- le conventionnement de logements dans le parc privé.

Le SCoT encourage également le recours à l'article L 123.2 b du Code de l'Urbanisme qui permet d'instituer dans les PLU des « *servitudes consistant à réserver des emplacements en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements.* ». Ces règles devront être déclinées dans les documents d'urbanisme locaux (PLU).

• La consommation foncière issue du scénario de développement retenu

La détermination des besoins en foncier pour le développement résidentiel et commercial

Le SCoT fixe un cadrage foncier à ne pas dépasser concernant le développement des nouveaux logements : **104 hectares** maximum à l'horizon 2020 et **161 hectares** supplémentaires à l'horizon 2030.

Ce cadrage foncier est réalisé en intégrant les variables suivantes :

- Production d'environ 44000 logements sur 20 ans (2 200 logements par an en moyenne).

- 50% de cette programmation sera réalisée dans le tissu urbain existant (sous diverses formes : restructuration du parc existant, aménagement de « dents creuses », reconquête de logements vacants...). Le SCoT ne peut estimer l'impact foncier de cette production de logements dans le tissu urbain existant car le nombre d'hectares utilisés en densification affiché n'est pas exhaustif et peut être complété par d'autres opérations réalisées en densification sans repérage préalable de foncier (cf. monographies actualisées du PLH).

- Les objectifs de densités suivantes devront être respectés :

La densification sera plus fortement développée dans un rayon de 500 mètres autour des pôles gares (parking- relais, stations TCSP...).

Les élus du territoire ont souhaité partir sur des densités supérieures à celles inscrites dans le SAR afin de permettre une réduction de la consommation foncière et tendre vers un aménagement durable du territoire de la CINOR.

L'objectif est d'atteindre ces densités, qui sur certains secteurs comme Sainte-Clotilde sont largement supérieurs aux prescriptions du SAR. Il ne faut cependant pas bloquer des opérations sur des secteurs difficiles (pentes importantes, parcelles exigües ...) qui n'atteindrait pas ce seuil. Le calcul doit être global sur les quartiers.

	Secteurs concernés	Densités moyennes
Saint- Denis	La Montagne	40 logements/ hectare
	Cœur d'agglomération	100 logements/ hectare
	Sainte- Clotilde	150 logements/ hectare
	Piémont	50 logements/ hectare
	La Bretagne	40 logements/ hectare
	Les Hauts (Le Brûlé- Saint- François- Bois de Nèfles, Saint- Bernard ...)	20 logements/ hectare
Sainte- Marie	Sainte- Marie Ouest	50 logements/ hectare
	Sainte- Marie Centre	30 logements/ hectare
	Rivière des Pluies/ Beauséjour/ Grande Montée	30 logements/ hectare
	Terrain Elisa	20 logements/ hectare
Sainte- Suzanne	Sainte- Suzanne Centre	30 logements/ hectare
	Quartier Français	30 logements/ hectare
	Bagatelle	20 logements/ hectare
	Deux Rives/ Bras Pistolet	20 logements/ hectare

La détermination des besoins en foncier pour le développement économique

Le projet de SCoT intègre dans sa programmation économique sur le long terme (10 à 20 ans) la possibilité de développer des activités économiques sur les **150 hectares autorisés par le SAR**. Le Pôle d'Activité à Vocation Régionale de la vallée de l'innovation qui s'étendra sur 60 hectares est le projet majeur qui entre dans une politique départementale de développement de plateformes économiques structurantes.

La détermination des besoins en foncier pour le développement commercial

Le SCoT intègre le cadrage foncier réalisé dans le Document d'Aménagement Commercial (DAC) de la CINOR.

La majorité de la programmation des ZACOM est intégrée dans la programmation du développement des zones d'habitat : **8 hectares** dans les extensions de zones d'habitat réparties

	Extension urbaine à vocation activités (en hectares)
Saint- Denis	40 hectares
Saint- Denis	30 hectares
La Montagne	10 hectares
Sainte- Marie	80 hectares
Sainte- Marie Ouest (PAVR du SAR)	60 hectares
La Convenance	10 hectares
Continuité du Grand Prado	7 hectares
Sainte- Marie	3 hectares
Sainte- Suzanne	30 hectares
Entrée de ville Ouest	5 ha
Bagatelle	4 ha
Commune Bague 2	9 ha
La Marine	9 ha
Total SCoT	150 hectares

• Synthèse sur la programmation foncière

Globalement, le projet de SCoT repose sur une programmation foncière en extension plus modérée par rapport au constat de la consommation foncière passée et donc de la programmation foncière contenue dans les documents d'urbanisme locaux opposables : 426 hectares (habitat, économie et commerce).

Rappel du constat en terme de consommation foncière sur le territoire : 807 hectares entre 1997

et 2008 (soit 11 années pleines), soit environ 73 hectares par an en moyenne.

Le projet de SCoT présente ainsi une **réduction de près de 3 fois du rythme moyen annuel de consommation foncière constaté.**

	Consommation foncière annuelle constatée entre 1997 et 2008 (Ha)	Extension de l'urbanisation autorisée en moyenne annuelle entre 2013 et 2030 (Ha)
TOTAL SCoT	73 Ha / an	25 Ha / an

La programmation foncière globale (habitat et économie) du projet de SCoT est justifiée par :

- Une volonté de renforcer l'attractivité du territoire.
- Le souhait de répondre à la demande en logements sans sur-dimensionner la programmation.
- La volonté d'encourager des formes urbaines moins consommatrices d'espaces (réduire l'étalement urbain qui se poursuivrait de manière trop prononcé dans un scénario « au fil de l'eau »).
- La nécessité de rechercher une plus grande densité dans les opérations d'aménagement.
- L'objectif d'une amélioration de la situation locale de l'emploi.

• Equipements et services

Le territoire bénéficie d'un bon niveau d'équipements. Les équipements existants et prévus paraissent suffisants à moyen terme. Cependant, la réflexion sur le besoin de nouveaux équipements à long terme doit se poursuivre, notamment à une échelle intercommunale.

Si le territoire présente une quantité et une distribution relativement satisfaisantes d'équipements, il faut également travailler la qualité de l'offre d'équipements et leur accès.

La structure de la population, bien que vieillissante, compte pour autant une proportion notable de jeunes : il importe donc d'anticiper l'accroissement des besoins des personnes âgées en termes sanitaires et sociaux mais aussi de renforcer l'accueil de l'enfance et de la petite enfance.

Les besoins en foncier relatifs au renforcement à terme de l'offre en équipements et services sont inclus dans les surfaces pour le développement de l'habitat.

Les équipements de proximité (exemple : écoles, collèges, lycées, maison médicale...), s'ils sont rendus nécessaires du fait du développement résidentiel, devront être en priorité programmés dans le tissu urbain existant (sous la forme d'un renouvellement urbain, de l'aménagement de « dents creuses »).

S'il n'y a pas de possibilité d'accueillir ces équipements de proximité en zone urbaine, ils pourront être réalisés dans le cadre de la programmation foncière liée à la production de logements.

2.3- Les aspects qualitatifs du scénario d'aménagement

Au cours des travaux préparatoires à l'élaboration du PADD, un important travail d'analyse sensible du territoire du SCoT et de ses éléments identitaires a été mené. Un croisement de ces travaux avec les perspectives de développement de l'urbanisation déjà programmées ou souhaitées a permis de souligner certaines situations préoccupantes d'un point de vue paysager ou environnemental.

Les conclusions de ces réflexions ont conduit les élus de la CINOR à se positionner sur des prescriptions en matière de préservation et de mise en valeur de l'environnement et des paysages.

Ainsi, le scénario retenu dans le SCoT comporte un important volet qualitatif qu'il apparaît indispensable de mettre en œuvre afin de tendre vers un développement harmonieux et respectueux de l'identité territoriale.

Assurer l'équilibre entre espaces urbains, agricoles et naturels

A cet enjeu répondent deux engagements des élus de chaque commune :

- Valoriser le grand paysage et les espaces bâtis ou à urbaniser : les orientations prescriptives doivent permettre les futures implantations urbaines dans le respect des grandes entités paysagères du territoire et d'éviter les phénomènes de conurbation qui auraient tendance à se développer par la préservation de coupures de l'urbanisation.

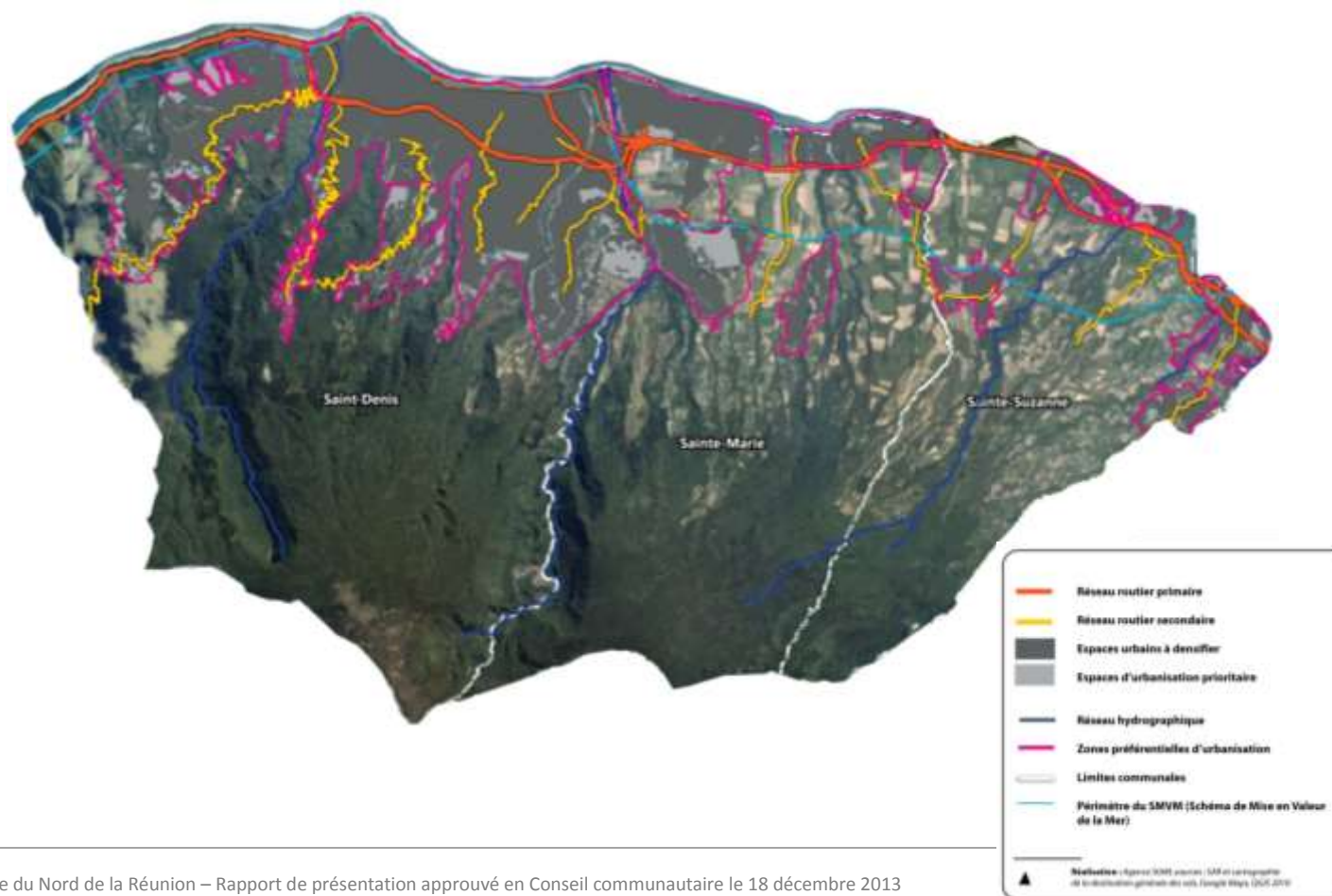
- Protéger les espaces naturels : les prescriptions du DOO portent sur la connaissance locale fine des espaces naturels à préserver et des continuités à protéger ou à reconquérir, dans le respect du schéma de trame verte et bleue intégré au SCoT et la mise en œuvre des réglementations urbaines adaptées.

Maîtriser le développement urbain

Cette orientation générale intégrée dans le scénario retenu porte sur une limitation de l'étalement urbain en préconisant diverses règles tendant :

- à privilégier le renouvellement urbain lorsque les conditions sont réunies pour permettre une opération d'aménagement dans le tissu urbain existant ;
- à éviter le risque de conurbation sur le territoire ;
- à cadrer les extensions urbaines dans le respect des paysages,

- à mettre en place une politique foncière permettant une meilleure maîtrise des extensions urbaines.
- à inciter à un développement respectueux de l'environnement et favoriser une réflexion sur le développement durable à l'échelle locale,
- à inscrire les extensions urbaines dans le tracé figuratif de la zone préférentielle d'urbanisation inscrite au SAR et reportée ci- contre :



3- Les incidences prévisibles potentielles des orientations du schéma sur l'environnement

La mise en œuvre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) aura nécessairement des incidences sur l'environnement.

L'évaluation des incidences prévisibles sur l'environnement a pour objectif de déterminer l'impact :

- des objectifs du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), cœur du projet,
- des propositions d'orientations générales déclinées dans le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO).

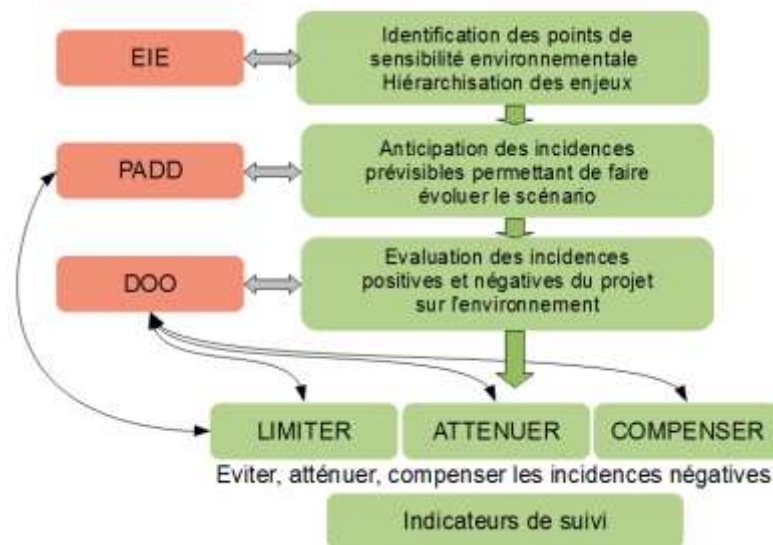
En évaluant le PADD, l'ensemble des incidences prévisibles liées aux grands objectifs est balayé. Les analyses plus précises sont renvoyées, suivant le principe de subsidiarité essentiel aux SCoT, aux analyses d'incidences dans le cadre des PLU et aux études d'impact des projets soumis à cette procédure.

L'évaluation du DOO (qui décline le PADD en prescriptions) est réalisée chaque fois que le niveau de précision concernant les projets le permet.

Pour chacun des thèmes, les incidences directes ou indirectes des actions prévues par le SCoT (notion d'acceptabilité environnementale) sont appréciées.

Il s'agit aussi bien des incidences prévisibles positives (manière dont le SCoT prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement) que négatives. Elles peuvent découler directement ou indirectement des orientations.

L'évaluation environnementale, démarche itérative permettant de définir des orientations plus favorables à l'environnement, donne également les moyens à la Collectivité de justifier ses choix. Cependant, s'il s'avère que le parti d'aménagement retenu a des incidences négatives, la Collectivité définit des mesures permettant de les limiter voire envisager des mesures compensatoires améliorant la qualité de l'environnement sur une autre partie du territoire.



3.1- Incidences du SCoT sur l'environnement naturel, le patrimoine culturel et le cadre bâti, les paysages

Rappel des enjeux

Le patrimoine naturel du territoire, s'appuyant sur les espaces forestiers et les milieux aquatiques, joue un rôle structurant fort des paysages du territoire, qu'il convient de préserver : à la fois comme « fond de scène », comme « respirations » ou limites, et comme support d'activités de loisir. Mais c'est aussi la présence marquée de l'activité cannière et de l'urbanisation qui font se détacher des unités paysagères bien distinctes. En lien avec cette urbanisation, ce sont la préservation des paysages agricoles et naturels, de la lisibilité paysagère et des caractéristiques patrimoniales du bâti qui sont en jeu au travers du SCoT.

Orientations et objectifs du SCoT

- › Protéger l'intégrité et la diversité des structures paysagères
- › Préserver la lisibilité des paysages, au travers de la préservation de points de vue, de la maîtrise de l'urbanisation notamment au niveau des franges urbaines et dans les zones de relief marqué
- › La préservation des sites patrimoniaux et emblématiques, des sites culturels, et la mise en valeur du patrimoine bâti et architectural
- › La préservation des espaces agricoles

- › Les incidences potentielles prévisibles positives : la préservation des milieux et paysages agricoles et naturels et leur valorisation

Au travers des mesures mises en œuvre pour encadrer le développement à venir de l'urbanisation, notamment la polarisation qui permet de limiter le mitage et les mesures imposant la densification et la reconquête des friches permettant de limiter l'étalement, le SCoT favorisera la préservation des milieux naturels et agricoles du territoire. Ces milieux seront également préservés de manière intrinsèque.

La valorisation des paysages sera induite par la conservation et la mise en valeur de respirations paysagères et de points de vue, en particulier le long des routes, mais aussi en favorisant la présence de limites claires aux espaces urbanisés. Le traitement qualitatif et l'insertion paysagère des entrées de ville et des zones d'accueil d'activités sera ainsi favorisé.

En obligeant les exploitants à s'interroger sur les possibilités de réhabilitation des sites de carrière, le SCoT limite les impacts à long terme de ceux-ci sur la qualité paysagère du territoire. Ce type de projet peut par exemple déboucher sur des aménagements touristiques, forme de valorisation du patrimoine naturel.

Enfin, la priorité donnée à la restructuration et au renouvellement urbain la mise en valeur du patrimoine bâti d'intérêt, participeront fortement à l'amélioration de la qualité des paysages urbains.

➤ Les incidences potentielles prévisibles négatives : l'empreinte du développement sur les paysages

La réponse aux besoins en logements, la concrétisation des perspectives de développement économique et la création de nouvelles infrastructures de communication induiront une consommation foncière qui impactera nécessairement les espaces naturels supports des paysages.

Ainsi, la polarisation du développement programmée au travers du SCoT risque de conduire à des pressions accrues sur les espaces littoraux, faisant pourtant l'objet d'une volonté de valorisation. L'évolution des paysages qui en découlerait, par l'ouverture de nouveaux secteurs notamment à vocation d'activités, devrait conduire à une fermeture paysagère de ces espaces.

La densification et le renouvellement urbain, voulus par le SCoT, peuvent, s'ils ne sont pas soigneusement encadrés, générer des préjudices paysagers et environnementaux et altérer ainsi le cadre de vie. Sous l'effet de la pression foncière, il existe un risque de densification au détriment des jardins privatifs et des petits îlots verts de quartier. Cela peut également conduire à la destruction de petites maisons, traditionnelles ou non, qui seront remplacées par des immeubles, beaucoup plus intéressants en terme de densité de logements. Enfin, le remplissage des dents creuses peut, lorsqu'il s'agit d'espaces situés à la périphérie de zones urbaines, à la transition ville/campagne, obstruer des cônes de vues ou scinder des corridors verts urbains.

Le risque tient aussi de la banalisation qui risque de découler d'une même politique d'urbanisation, déclinée selon les mêmes principes, s'appliquant à l'ensemble du territoire.

➤ Mesures permettant de limiter, réduire ou compenser les incidences négatives envisagées

La consommation foncière impactant les espaces naturels et paysagers sera limitée en priorisant l'urbanisation au sein des enveloppes existantes et en imposant des densités plus importantes que l'existant dans les opérations nouvelles, dans un objectif de réduction de la consommation du foncier. Les espaces agricoles et naturels d'intérêt seront préservés.

Le SCoT favorisera, au travers de l'aménagement du territoire, le respect de l'identité de chaque unité paysagère, par la prise en compte de ses caractéristiques. Les principes d'urbanisme ne s'appliqueront pas uniformément au territoire et permettront notamment la préservation de l'identité propre des hameaux par une densité d'urbanisation spécifique et la prise en compte de l'identité architecturale.

L'impact paysager engendré par le bâti récent sera également atténué par l'obligation de sa bonne intégration paysagère.

Enfin, le SCoT veille à ce que le développement de l'urbanisation n'engendre pas la disparition de séquences paysagères ni d'espaces de respiration ou de points de vue en garantissant la préservation des coupures d'urbanisation littorales et la préservation de points de vue. Il veille aussi à ce que la densification n'aille pas à l'encontre de l'enjeu de préservation d'espaces verts supports de biodiversité en milieu urbain par la préservation d'un pourcentage d'espaces verts minimaux au sein des espaces urbanisés, la préservation des

jardins et des espaces écologiques périurbains de la trame verte et bleue.

3.2- Incidences du SCoT sur la santé au travers du climat et de l'énergie, de la gestion des risques, des nuisances et de la pollution

Incidences sur le climat et les ressources énergétiques

Rappel des enjeux

L'évolution climatique à l'échelle mondiale, l'épuisement des ressources pétrolières et leur effet néfaste sur le climat, appellent à poursuivre des actions de réduction des consommations d'énergie, notamment pétrolière, et à favoriser la production d'une énergie locale et renouvelable, s'appuyant sur les potentialités du territoire. Pour le SCoT de la CINOR, il s'agit avant tout de contribuer activement à une plus grande autonomie énergétique de l'île, par la réduction des consommations, dans les transports et l'habitat, mais aussi en favorisant les projets de production énergétique innovants.

Orientations et objectifs du SCoT

- **Encourager la production d'énergie à partir de ressources renouvelables locales**, en systématisant le solaire individuel et en favorisant les projets d'urbanisme bioclimatique, en poursuivant le développement de l'éolien et en favorisant les projets de développement des énergies renouvelables
- **Favoriser l'usage des modes de déplacement permettant une réduction des dépenses énergétiques et gaz à effet de serre**
- **Privilégier l'utilisation des produits et**

ressources locaux, au travers de mesures incitatives et de sensibilisation

- Les incidences potentielles prévisibles positives : une part moins importante des consommations énergétiques d'origine pétrolière

La mise en œuvre du SCoT devrait contribuer à la réduction des consommations énergétiques par habitant en favorisant les modes de transports collectifs plutôt que la voiture individuelle, en favorisant la construction d'un habitat et d'infrastructures plus économes en énergie (encouragement aux projets bioclimatiques ou à énergie passive, équipements collectifs ayant recours à la maîtrise et/ou la production d'énergie, démarche AEU dans les PLU, construction prioritaire dans les secteurs présentant des potentialités de raccordement à des équipements permettant une meilleur performance énergétique).

La mise en œuvre du SCoT devrait également permettre l'augmentation de la production d'énergie d'origine renouvelable, en favorisant l'implantation des installations de production. La réalisation de nouveaux équipements constituera également des occasions de concrétiser des objectifs de valorisation énergétique.

Ces mesures devraient permettre une progression vers l'indépendance énergétique de la CINOR et de l'île.

- Les incidences potentielles prévisibles négatives : l'augmentation des besoins en énergie

Les mesures mises en place par le SCoT pour développer l'activité économique du territoire, mais aussi pour encadrer les impacts du développement, au travers de l'implantation de grands équipements, devraient entraîner une augmentation importante des consommations énergétiques.

En outre, la croissance démographique entraînera une inéluctable augmentation de la demande énergétique, utilisée notamment au sein du bâti, et une augmentation du kilométrage parcouru chaque jour, ce qui implique un accroissement de la consommation d'énergies fossiles.

Le caractère rural d'une partie du territoire (associé à l'étalement urbain) et les difficultés d'accès liés à la géographie mouvementée que l'on peut y rencontrer, limitent la performance de l'offre en transports collectifs proposée par la communauté de communes.

- Mesures permettant de limiter, réduire ou compenser les incidences négatives envisagées

Le SCoT encadre les équipements collectifs et l'habitat, afin de favoriser leur « optimisation énergétique ».

Il privilégie le développement dans les pôles littoraux bien desservis par les transports en commun qu'il renforce également, mais aussi conditionne l'ouverture à l'urbanisation à la desserte en transports en commun, ce qui favorisera la diminution de l'utilisation des transports individuels motorisés. Ainsi, les pôles littoraux, les mieux équipés, seront aussi ceux qui accueilleront le plus de population, et les espaces reculés peu favorables aux transports collectifs seront peu développés.

Ces actions permettront de limiter la croissance des consommations énergétiques d'origine pétrolière.

Enfin, le PADD affiche la volonté de mettre en œuvre des actions de communication et sensibilisation du public aux économies d'énergie et aux modes de consommation qui leurs sont directement liés, afin que chacun concoure à réduire son empreinte énergétique.

Le développement d'autres filières de production, telle que la micro-hydraulique, pourrait également permettre de contribuer à l'atteinte de l'autonomie énergétique.

Incidences sur la prise en compte des risques

Rappel des enjeux

La CINOR s'étend sur un territoire fortement soumis à de multiples risques naturels. Les versants et la côte littorale, au relief escarpé, sont particulièrement soumis au risque de mouvement de terrain. Les phénomènes d'inondation sont très fréquents et liés au relief du territoire ainsi qu'aux caractéristiques climatiques, mais aussi accentués par des facteurs d'origine anthropique. Il est donc primordial pour le SCoT de donner à la CINOR les moyens d'améliorer sa connaissance des risques, de la diffuser largement auprès de la population et de concevoir des aménagements ne renforçant ni l'alea ni le risque.

Orientations et objectifs du SCoT

- › Favoriser les mesures permettant de limiter l'exposition aux risques, par le

choix des secteurs de développement et la mise en œuvre de programmes d'action, en limitant le ruissellement et l'impact des carrières

- › Favoriser une gestion environnementale des sites de carrières limitant leur impact.
- › Les incidences potentielles prévisibles positives : la diminution de l'exposition aux risques

De manière générale, le SCoT affirme la nécessité de prendre en compte les plans de prévention des risques, notamment dans la délimitation des zones à ouvrir à l'urbanisation qui doivent être situées en dehors des zones soumises aux aléas et ne pas conduire à l'aggravation du risque en amont ni en aval.

Par ailleurs, la mise en œuvre de moyens de protection qui devra être engagée pour les secteurs non bâtis soumis aux aléas d'inondation permettra d'améliorer la protection des biens et des personnes déjà situés dans cette zone.

Enfin, la préservation des ravines par des mesures de non constructibilité permettra de stopper le développement dans ces espaces qui sont à la fois exposés aux risques, mais dont l'urbanisation conduit aussi à une aggravation des risques en aval.

- › Les incidences potentielles prévisibles négatives : un accroissement des pressions sur les milieux rendant le territoire plus vulnérable face aux risques naturels

Le développement urbain envisagé au travers du SCoT, participera à l'augmentation du risque d'inondation en lien avec l'imperméabilisation de nouvelles surfaces.

L'urbanisation dans la pente favorisera la fragilité du sol à l'érosion.

L'accueil d'une population supplémentaire et du développement urbain qui sera pour cela nécessaire, risque de conduire au recul des limites de l'urbanisation, en particulier dans les Hauts où l'installation de nouvelles populations pourrait conduire à accroître le mitage des espaces boisés, et augmenter le risque d'incendies. Ce risque d'incendie pourrait également être accru par l'aménagement de nouveaux sites à vocation touristique.

Enfin, en lien avec le développement des activités souhaité sur le territoire, le SCoT risque engendrer une exposition au risque technologique.

- › Mesures permettant de limiter, réduire ou compenser les incidences négatives envisagées

L'augmentation du risque d'inondation lié à l'imperméabilisation de nouvelles surfaces devrait être limité par les mesures obligeant à l'infiltration à la parcelle et au maintien de pourcentages minimums d'espaces végétalisés. Par ailleurs, les espaces naturels jouant le rôle de « tampons » lors d'épisodes pluvieux (même si les transferts d'eau sont très rapides sur le territoire), à savoir les zones humides, les abords de cours d'eau et

espaces d'écoulement des ravines seront préservés de l'urbanisation, leur permettant d'assurer leur rôle. Enfin, la construction en secteur soumis à l'aléa modéré devra bénéficier de systèmes de protections adéquates.

Les modes d'urbanisation sur le territoire devront être adaptés à la pente et au risque d'érosion. Pour cela, les formes bâties devront permettre de limiter les affouillements et exhaussements fragilisant le terrain.

Le développement urbain se fera essentiellement sur le littoral, et devra respecter les enveloppes accordées par le SAR pour l'extension, ce qui empêchera le mitage des espaces boisés des Hauts, qui seront par ailleurs protégés.

Les risques technologiques potentiels liés à l'installation de nouvelles activités devront être pris en compte dans les documents d'urbanisme locaux, et l'implantation de nouveaux établissements de type « seveso » sont le périmètre d'impact se superposerait à des zones d'urbanisation existantes ou futures sera interdit.

Incidences sur la diminution de la pollution et l'exposition aux nuisances

Rappel des enjeux

Le contexte insulaire, ainsi que le positionnement urbain et agricole sur la frange littorale et les pentes est à l'origine d'une concentration des pressions et des pollutions sur les milieux.

Il est impossible de mesurer la part de la pollution agricole et celle liée à l'urbain. La question des pollutions doit être traitée dans son ensemble.

Le littoral, espace fortement urbanisé, est aussi celui où l'on trouve l'aéroport et les principales infrastructures routières, sources de nuisances importantes pour certains espaces.

Orientations et objectifs du SCoT

Limiter les nuisances sonores au regard de la construction, au travers de l'isolement acoustique des infrastructures routières et de l'adaptation de la répartition des fonctions au sein des espaces urbanisés

- › Les incidences potentielles prévisibles positives : la diminution des sources de pollution

Concernant les pollutions d'origine urbaine, le SCoT prévoit des efforts conséquents programmés en matière de gestion des déchets, d'amélioration du système d'assainissement collectif et des installations autonomes avec la mise en œuvre du SPANC.

Le SCoT entrevoit la mise en place d'une meilleure gestion du ruissellement pluvial et s'engage également à améliorer et rendre effective la protection des points de captage d'eau potable sur le territoire.

L'ensemble de ces mesures devrait favoriser une diminution des sources de pollution du territoire.

La reconquête des anciens sites industriels et l'amélioration de la qualité des zones d'activités devraient également permettre de résorber les points noirs paysagers et améliorer la qualité paysagère des entrées de ville (en particulier les sites de La Mare et Quartier Français).

- › Les incidences potentielles prévisibles négatives : l'augmentation des nuisances et de la pollution en lien avec l'accueil de population et d'activités

L'accueil d'activités nouvelles sur le territoire pourrait engendrer de nouvelles nuisances.

Les grands projets d'équipement, ainsi que le renforcement ou la création de nouvelles infrastructures routières devrait générer de nouvelles sources de nuisances.

En lien avec l'accueil de population, les sources de nuisances et pollution induites par les déplacements risquent d'augmenter, l'augmentation des densités pourrait également favoriser la promiscuité d'activités sources de nuisances avec l'habitat (activités présentes au sein du tissu urbain littoral, mais aussi nuisances induites par la proximité avec les activités d'élevage dans les Hauts,...)

- › Mesures permettant de limiter, réduire ou compenser les incidences négatives envisagées

Le SCoT interdit l'implantation d'activités nouvelles génératrices de nuisances au sein du tissu urbanisé.

L'impact des grands projets d'équipement et d'infrastructures sera réduit par leur obligation de présenter des aménagements limitant les nuisances, et de présenter un bilan des nuisances. L'impact des nuisances liées à l'augmentation du trafic sera limitée par le SCoT par les mesures polarisant l'urbanisation nouvelle autour des axes desservis par les transports en commun, et leur renforcement.

Le choix de répartition des fonctions dans les espaces urbanisés devra se faire de manière telle qu'il joue le rôle de tampon et limite l'impact de l'exposition aux nuisances sonores.

3.3- Incidences du SCoT sur les ressources naturelles (eau, biodiversité, sol et sous-sol)

Incidences sur la préservation de la ressource en eau

Rappel des enjeux

L'eau est une ressource structurante du territoire et de ses paysages, qui conditionne la pérennité du patrimoine biologique et écologique de l'île. Si les quantité et qualité des masses d'eau superficielles et souterraines sont globalement bonnes, elles restent fragilisées par les activités

du territoire (dont l'agriculture et l'élevage), la faible protection des captages, des systèmes d'assainissement non conformes (mais des projets de STEP bien avancés), et une lacune de gestion des eaux pluviales. S'y ajoute un déficit de potabilisation.

Ces éléments représentent un risque fort pour les écosystèmes mais aussi pour la santé publique.

Orientations et objectifs du SCoT

- › **Assurer la sécurité d'approvisionnement (qualitatif et quantitatif) en eau potable**, au travers de la protection des captages, du renforcement des interconnexions des réseaux, d'un meilleur traitement de l'eau potable et d'une gestion économe de la ressource
- › **Poursuivre l'amélioration des systèmes d'assainissement** au travers de la poursuite de la mise en conformité des systèmes d'assainissement, de la mise en œuvre du SPANC existant et du renforcement du raccordement aux réseaux collectifs
- › **Poursuivre les efforts d'amélioration de la qualité chimique et écologique des masses d'eau**

- › Les incidences potentielles prévisibles positives : la préservation de la ressource

Le SCoT, au travers du DOO, s'inscrit dans une gestion globale de préservation de la ressource en eau. L'ensemble des mesures prises, qu'il s'agisse de l'amélioration des systèmes d'assainissement des eaux usées, de la maîtrise de l'urbanisation aux abords des points d'eau, de la gestion des ruissellements en milieu urbain, ou encore de la préservation des espaces naturels, auront pour effet d'améliorer la qualité de la ressource et donc de protéger les milieux qui en

dépendent ainsi que les populations qui la consomment. Le littoral, qui présente une sensibilité sanitaire du fait des rejets d'assainissement qui aboutissent en mer, sera fortement bénéficiaire de l'ensemble des mesures prises pour la gestion globale de l'eau.

Ainsi, les incidences prévisibles positives de la mise en œuvre du SCoT sont :

- **La protection de la qualité chimique et écologique des milieux aquatiques**, au travers de la préservation des espaces naturels d'intérêt des Hauts, de la protection des ravines et des cours d'eau par des mesures d'inconstructibilité, de la préservation des zones humides présentes sur le littoral, jouant le rôle de tampon et de filtre naturel. La réhabilitation de des fonctions naturelles de ces milieux limitera les phénomènes de pollution des eaux, protégeant à la fois les cours et les eaux littorales, récepteurs de tous les déversements effectués en amont. L'encouragement à la mise en œuvre de MAEt permettra également de limiter les apports de substances polluantes dans les milieux aquatiques.
- **Le contrôle et la diminution des rejets d'eaux usées**, qui seront permis au travers des nouvelles infrastructures de traitement (STEP du Prado et STEP des Trois Frères) qui absorberont l'augmentation des rejets liés à la hausse de population, et un développement urbain qui devra être réalisé en cohérence avec le réseau d'assainissement collectif, l'urbanisation à court terme devant être réalisée dans les secteurs raccordés aux STEP. Dans les secteurs isolés (espaces ruraux des mi-pentes, bourgs ruraux des Hauts, secteur de La Montagne...), qu'il



est difficile de doter d'équipements lourds, le développement de techniques alternatives telles que les micro-steps et le suivi effectué par le SPANC, favoriseront l'amélioration de la qualité des eaux, fortement affectées par les rejets domestiques.

- **L'amélioration de la qualité des eaux pluviales** par l'obligation de réalisation de pré-traitements, mais aussi par des mesures de maintien de l'activité agricole qui limiteront le lessivage des sols accentuant le transfert des polluants, en favorisant l'infiltration des eaux.

- Les incidences potentielles prévisibles négatives : une sollicitation plus importante de la ressource

L'augmentation de la population va générer un surplus d'eaux usées à traiter et donc de rejets potentiels dans le milieu naturel, dans un contexte déjà fragile et instable. Un risque de saturation de la capacité des terres agricoles sur lesquelles sont épandues les boues d'épuration pourrait également être attendu, aggravant le risque de lessivage vers les milieux aquatiques.

Le développement de l'urbanisation engendrera une augmentation des surfaces imperméabilisées lessivées par les eaux de pluie et rejetées vers le réseau hydrographique puis vers les eaux littorales.

L'augmentation démographique sollicitera la ressource de manière plus importante pour satisfaire les besoins en eau potable, et ces besoins en eau pourraient également être « concurrencés » par la mise en irrigation des surfaces cannières afin d'augmenter leur rendement.

- Mesures permettant de limiter, réduire ou compenser les incidences négatives envisagées

Le SCoT comprend des mesures permettant de limiter ou réduire ces incidences négatives :

- il conditionne le développement urbain et l'ouverture à l'urbanisation à la suffisance de la ressource en eau potable existante et/ou mobilisable,
- il favorise les économies d'eau, l'utilisation de l'eau pluviale pour les usages non nobles,
- il conditionne les futures opérations à la gestion des eaux pluviales à la parcelle

Incidences sur la biodiversité

Rappel des enjeux

Le patrimoine naturel riche et fragile du territoire lui donne une responsabilité supra-territoriale vis à vis de sa préservation. L'enjeu réside surtout dans la conservation des milieux naturels indigènes, présents dans les Hauts et le long des principales ravines, qui constituent les réservoirs de biodiversité du territoire. Il réside également dans la préservation de continuités écologiques majeures et secondaires, permettant de relier la mer au centre de l'île, jouant un rôle essentiel pour de nombreuses espèces d'oiseaux.

Les milieux à préserver sont essentiellement boisés et aquatiques, en lien avec la forêt des Hauts et les cours d'eau, mais les espaces au contact avec l'urbanisation et les jardins en ville ont aussi un rôle à jouer dans le maintien de la biodiversité du territoire.

Orientations et objectifs du SCoT

- **Préserver l'intégrité des milieux naturels de grande qualité écologique, indispensables à la pérennité des**

espèces et au fonctionnement écologique de l'ensemble du territoire insulaire

- **Favoriser la fonctionnalité écologique du territoire et maintenir l'équilibre entre espaces agro-naturels et espaces urbains (parallèlement à la préservation des unités paysagères)**
- Les incidences potentielles prévisibles positives : l'amélioration de la qualité écologique du territoire

Le SCoT, par la préservation stricte des espaces naturels « exceptionnels » du territoire constituant les réservoirs de biodiversité de la trame verte et bleue, permet la préservation des habitats d'intérêt les plus sensibles. Les seuls aménagements autorisés devront limiter leur impact sur ces espaces, être réversibles quand cela est possible.

La trame verte et bleue du territoire s'appuie sur les réservoirs de biodiversité, mais elle comprend aussi des espaces complémentaires de fonctionnalité écologique, favorable à la continuité écologique du territoire. Le maintien de la vocation de ces espaces renforcera leur rôle de continuité écologique et assurera le maintien du lien terre-mer.

C'est aussi la préservation de la qualité des espaces de transition et de contact avec l'urbanisation (lisières forestières, abords des cours d'eau, ravines, zones humides...), le maintien de « corridors d'échanges », la perméabilité écologique des espaces bâtis, la préservation des milieux agricoles, que la qualité écologique du territoire devrait pouvoir être pérennisée.



Les mesures fortes d'amélioration de la qualité chimique et écologique de l'eau devraient fortement concourir à l'amélioration de la qualité écologique des milieux du territoire, en particulier le milieu marin.

Enfin, la prise de conscience collective de l'enjeu de préservation de ces milieux (au travers de la sensibilisation, de la valorisation de l'agrotourisme mais aussi des actions conduites en matière d'urbanisation qui « montrent l'exemple ») permettra également de mieux les protéger.

- › Les incidences potentielles prévisibles négatives : les prélèvements fonciers sur les milieux

Le développement économique du territoire ainsi que l'accueil de population se traduiront par l'urbanisation de nouveaux espaces :

- des espaces en extension, impactant en particulier les milieux transitoires, jouant le rôle de tampons et protégeant les milieux sensibles
- des espaces en densification, contribuant à diminuer la présence des espaces végétalisés présents au sein du bâti et à renforcer leur caractère hostile à la biodiversité et leur rôle de rupture écologique

Les projets d'infrastructures routières, perpendiculaires au sens de la pente et recoupant de nombreuses ravines, risquent de créer ou renforcer des discontinuités écologiques sur le territoire.

D'autres projets, en particulier les projets de développement éolien qui doivent être implantés à l'écart des zones d'habitat, impacteront des milieux agricoles ou naturels.

Le développement du territoire et le confortement de son activité touristique risquent d'augmenter sa vulnérabilité aux espèces invasives introduites.

L'aménagement de certains espaces naturels, pourrait leur nuire directement par la réalisation de travaux impactant directement les milieux, mais aussi indirectement par l'augmentation des nuisances liées à la sur-fréquentation : cueillette, piétinement, déchets favorisant le développement des rats, dérangement de la faune sensible... (espaces forestiers des Hauts et espaces littoraux).

L'augmentation de la pollution (liée à l'accueil de population générant des déchets, à l'augmentation des déplacements motorisés) pourrait également être source de dégradation pour les habitats et espèces du territoire.

- › Mesures permettant de limiter, réduire ou compenser les incidences négatives envisagées

Le développement en extension ne sera pas prioritaire, et fera l'objet de mesures compensatoires s'il impact des milieux naturels d'intérêt. Par ailleurs, la densification ne devra pas se faire au détriment des espaces végétalisés qui devront être préservés dans la matrice urbaine.

Les projets d'infrastructures routières auront obligation de comporter des aménagements permettant leur franchissement par les espèces.

Les collectivités devront accompagner les aménagements touristiques d'une organisation de la fréquentation de ces sites, et les aménagements touristiques dans les espaces naturels seront conditionnés au respect de la qualité écologique et paysagère des sites.

L'augmentation de la pollution sera au maximum limitée (cf paragraphe spécifique).

Incidences sur la gestion des ressources du sol et du sous-sol

Rappel des enjeux

La croissance démographique et le développement économique de La Réunion génèrent des besoins importants en matériaux de construction pour les logements, les infrastructures routières etc. Cinq sites de carrière sont répartis dans les Hauts de la CINOR, et pourraient impacter des milieux fragiles. C'est pourquoi l'enjeu majeur vis-à-vis de cette activité est d'anticiper le devenir de ces sites ainsi que leur réhabilitation et leur intégration paysagère.

Orientations et objectifs du SCoT

Favoriser une gestion environnementale des sites de carrières, limitant leur impact, en adaptant l'exploitation à la sensibilité du site et en prévoyant des mesures de réhabilitation dès l'ouverture de la carrière.

- › Les incidences potentielles prévisibles positives : une gestion économe de la ressource

La préservation des milieux naturels, et la prise en compte de ce facteur dans le choix de création ou d'extension des carrières, favorisera une gestion plus réfléchie de cette ressource.

- › Les incidences potentielles prévisibles négatives : l'exploitation accrue des ressources

Le développement du secteur de la construction et la réalisation d'infrastructures, favorisera une exploitation plus importante des ressources du sol et du sous-sol du territoire.

- › Mesures permettant de limiter, réduire ou compenser les incidences négatives envisagées

La nécessité d'exploiter les ressources au plus près des besoins favorisera leur bonne gestion et encouragera les filières de recyclage de matériaux (en lien avec le renouvellement urbain favorisé par le SCoT), permettant de limiter l'extraction des ressources.

3.4- Analyse des zones susceptibles d'être touchées de manière notable

Incidences de l'amélioration des voies de desserte sur l'environnement

Dans le cadre de la réalisation du projet du SCoT, le développement de pôles secondaires dans le secteur des mi-pentes, qui joue un rôle structurant pour l'organisation urbaine du territoire, s'appuie sur le projet de poursuite ou création de deux voies routières parallèles au littoral : la voie de Piémont et la voie des Hauts. Ces infrastructures s'appuieront en partie sur le tracé de pistes ou routes déjà existantes qui seront alors confortées ou seront à créer en totalité.

Ces projets sont pour l'instant de l'ordre du principe, l'étude de leur faisabilité et de leur tracé est actuellement en cours.

Néanmoins, ils visent à favoriser les échanges, à raccourcir les distances entre les polarités secondaires et avec les polarités urbaines. Une incidence indirecte de ce développement risque donc être l'augmentation de l'utilisation des modes de transports motorisés, bien qu'ils puissent être également compensés par la diminution des distances à parcourir, et que ces nouvelles infrastructures favorisent le développement des transports en commun permettant de limiter l'utilisation de la voiture individuelle. Dans tous les cas, ces axes resteront des axes de circulation secondaires pour des déplacements de proximité et ne se substitueront pas aux voies de circulation littorales.

Le tracé de ces projets n'étant pas défini, une évaluation spatialisée de leurs incidences sur l'environnement reste difficile à mener, en particulier en ce qui concerne les incidences sur les risques et les milieux naturels. On peut néanmoins déjà prendre en considération les éléments suivants :

- Ces principes de liaisons vont recouper un grand nombre de ravines, et risquent donc de renforcer l'exposition des populations aux risques inondation/effondrement auxquelles ces infrastructures risquent dès lors être soumises
- Ces principes de liaisons vont recouper les cours d'eau pérennes du territoire et leurs ravines (rivière des Pluies, rivière

Sainte Suzanne, Grande rivière Saint Jean), supports des grandes continuités écologiques du territoire. Elles risquent donc d'avoir un impact direct sur ces milieux (emprises de l'infrastructure sur les milieux), mais aussi un impact indirect (sources de pollution et de bruit, pouvant impacter la qualité des milieux, les espèces fragiles, les espèces d'oiseaux qui utilisent ces ravines comme couloir de déplacement et pour lesquelles les risques de mortalité par collision risquent d'être renforcés)

- Ils auront un impact foncier sur les espaces agricoles (non évaluable à ce jour)

Le projet de SCoT protège néanmoins fortement les espaces agricoles et les milieux naturels d'intérêt (dont les espaces évoqués ci-avant font partie) : la définition de ces projets devra donc intégrer ces contraintes environnementales fortes afin d'éviter tout impact. Les études d'impact de ces projets permettront de définir des mesures d'évitement et/ou de compensation appropriées.

Les incidences résiduelles de ce projet en terme de dégradation de la continuité écologique terre/mer sont cependant compensées à l'échelle du SCoT par l'amélioration du niveau de préservation de ces zones d'échange : en effet, les zonages de protection réglementaire et du Parc National permettent de préserver le secteur des Hauts et les deux grandes ravines situées à l'Ouest du territoire. Le SCoT renforce la fonctionnalité écologique par la préservation supplémentaire des ravines supports des cours d'eau pérennes, mais aussi des ravines

« secondaires » qui entrecoupent le territoire et qui sont autant de corridors de biodiversité que le SCoT préserve. Ces milieux jouent un rôle complémentaire indispensable au bon fonctionnement des espaces de biodiversité remarquables. Le SCoT renforce également la préservation des milieux agricoles et naturels ordinaires, compensant alors à son échelle les impacts prévisibles résiduels aux aménagements indispensables au développement équilibré qu'il projette.

Incidences sur l'environnement du développement économique

En lien avec l'axe 1 du PADD soulignant la volonté de renforcer l'activité économique du territoire afin de lutter contre le chômage, le développement des activités économiques est envisagé dans le SCoT au travers de la programmation économique de 150 ha en extension à long terme. Il s'agit de la programmation de zones de taille et d'importance diverses, dont la localisation est encore à ce jour incertaine. Seuls deux projets d'importance sont localisés dans le cadre du SCoT : il s'agit du projet de « la Vallée de l'innovation » programmé dans la Plaine Gillot (porte Ouest de Sainte Marie), et du projet de la Convenance (porte Est de Sainte Marie).

L'ensemble de ce développement sera autorisé exclusivement à l'intérieur des limites des « zones

préférentielles d'urbanisation » du SAR. La délimitation de ces enveloppes permises pour l'extension de l'urbanisation a été réalisée dans le cadre du SAR « en tenant compte de la valeur des milieux naturels » et « en évitant au maximum les zones de forte valeur naturelle telles que définies dans l'état initial de l'environnement ». Le choix de leur localisation permet donc de minimiser les impacts des projets sur l'environnement (en particulier sur les milieux naturels).

Incidences potentielles prévisibles liées à la réalisation du projet de « la Vallée de l'innovation »

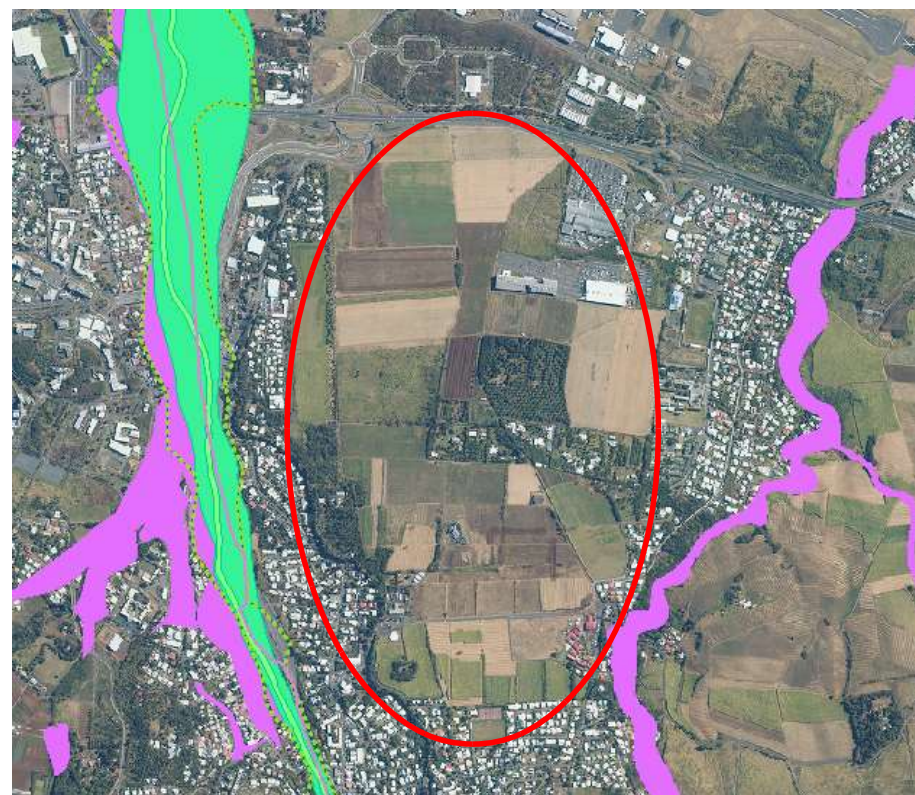
Ce projet concerne 60 ha programmés pour l'extension économique. Il concerne le développement d'un pôle d'activités à vocation régionale, destiné à l'accueil d'activités de pointe à haute valeur ajoutée.





Le site est actuellement occupé par des cultures. Il est localisé entre deux ravines : la ravine de la Rivière des Pluies à l'Ouest et la ravine La Mare à l'Est. Le relief y est très faible. L'interface entre le site projeté et ces

ravines et déjà urbanisé (habitat).

La ravine de la Rivière des Pluies, identifiée en ZNIEFF de type 2, est aussi le support de continuités écologiques essentielles avec le Cœur du Parc.

Ce site ne présente pas de sensibilité visuelle particulière, hors mis la présence d'un surplomb dans sa partie Nord (site en surplomb par rapport à la route encaissée). Cette position pourrait accroître fortement la perceptibilité de la future zone d'activité si le bâti est réalisé à proximité de la route.



-  Secteur concerné par le projet
-  ZNIEFF de type 2
-  Limite du l'aire d'adhésion du PNR
-  Risques naturels



Afin de favoriser l'intégration visuelle du site, le SCoT prescrit la nécessité d'intégration paysagère de ce type de site. Afin de répondre à cet enjeu, l'aménagement pourra par exemple comprendre une bande tampon végétalisée et un bâti de faible hauteur dans la partie nord du site afin de diminuer son impact visuel.

Incidences sur l'environnement du développement urbain à vocation d'habitat et de commerce

Analyse des incidences du développement urbain programmé

La programmation du développement urbain s'élève à 161ha à long terme (2030), développement commercial inclus.

Les superficies programmées constituent des valeurs de cadrage. La localisation de ces secteurs sera à définir par les communes, à l'intérieur de l'enveloppe des « zones préférentielles d'urbanisation » du SAR. La localisation de cette programmation évitera alors les secteurs de forte valeur écologique.

Analyse des incidences du développement commercial

Le développement commercial programmé dans le DAC concerne 2 zones du territoire : la ZACOM de Sainte-Marie (5ha) et celle de Sainte-Suzanne (3ha). La programmation de ces deux zones est incluse dans celle du développement urbain.

Ces deux zones font partie de la programmation autorisée dans le cadre du SAR. Elles sont situées hors des zones d'intérêt environnemental et hors des risques. Situées le long d'axes routiers, en entrées de ville, elles participeront à la

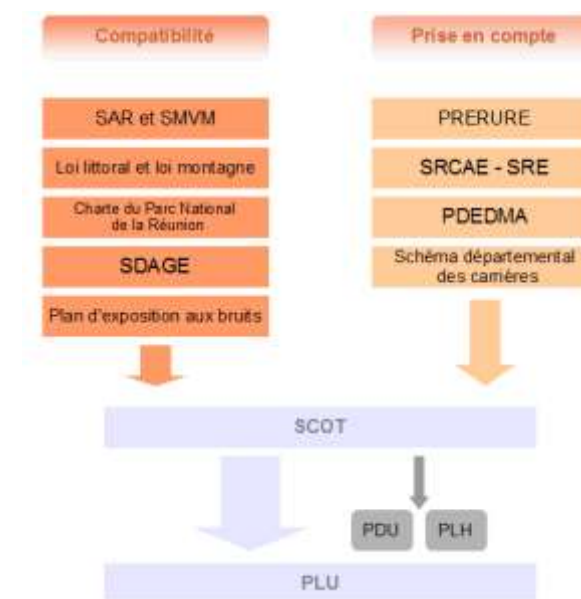
fermeture des vues depuis ces axes et auront une incidence sur la qualité paysagère.

Afin de limiter ces incidences négatives, le SCoT prescrit dans ce type de zone l'instauration de marges de recul, l'intégration paysagère et écologique du projet et une gestion des écoulements pluviaux.

4- La compatibilité du SCoT avec les documents supra territoriaux

4.1- Rapport hiérarchique existant entre les différents documents

Ce volet a pour objet la description de l'articulation du SCoT avec les documents qui lui sont supérieurs, et de s'assurer de l'existence du lien de compatibilité ou de prise en compte nécessaire.



4.2- Compatibilité du SCoT avec le SAR et le SMVM

L'analyse de l'articulation du SCoT avec les documents du SAR et du SMVM avec lesquels il doit être compatible est présentée ci- après, au regard des documents approuvés en décembre 2011.

Les orientations du SAR	La compatibilité du SCoT avec le SAR (orientations du DOO)
Améliorer l'accès au logement et aux services grâce à une armature urbaine hiérarchisée	O.1 : Organiser le territoire autour de l'armature urbaine existante et O.3 : Conforter les pôles d'équipements majeurs du territoire
Favoriser les transports collectifs pour une meilleure mobilité	O.25 : Renforcer les transports collectifs et les modes doux de déplacement, et O.27 : Améliorer la desserte du territoire et les déplacements
Réaffirmer le principe d'économie d'espace	O.6 : Rechercher une optimisation de l'occupation foncière
Protéger et valoriser les espaces agricoles et naturels en tenant compte de leurs fonctions	O.22 : Préserver les espaces agricoles et pérenniser l'activité agricole, O.28 : Préserver les sites et espaces naturels
Retrouver un marché du logement adapté à la demande et mettre la priorité sur la production de logement social	O.9, 10 et 11 : Diversifier la production de logements, poursuivre le renforcement de l'offre en logements aidés, répondre aux besoins en logements spécifiques
Accompagner le passage vers une urbanité intégrant les valeurs et pratiques culturelles des Réunionnais	O.29 : Protéger les paysages, préserver et mettre en valeur le patrimoine urbain, architectural et culturel
Mettre en exergue l'identité des territoires	
Organiser la cohésion territoriale autour de bassins de vie, vecteurs d'équilibre	O.1 : Organiser le territoire autour de l'armature urbaine existante, O.15 : renforcer les capacités d'accueil d'activités économiques, O.20 : Réinvestir l'activité dans l'urbain et répondre aux objectifs d'utilisation économe de l'espace
Accompagner le développement de filières d'excellence	O.15 : Renforcer les capacités d'accueil d'activités économiques – la vallée de l'innovation
Assurer l'ouverture du territoire et permettre son rayonnement régional	O.34 : Prévenir les risques
Privilégier un principe de gestion préventive des risques	O.30 : favoriser une gestion globale de l'eau et O.33 : Engager une gestion des sites de carrières
Concevoir un aménagement basé sur l'adéquation besoins/ressources en eau et matériaux	O.31 : Développer l'autonomie énergétique
Viser l'autonomie énergétique tout en sécurisant l'approvisionnement et le transport	
Faciliter la maîtrise des pollutions et des nuisances	O.31 – Prévenir les risques pour la santé publique

Les objectifs du SMVM	Les orientations du SMVM	La compatibilité du SCoT avec le SMVM (orientations du DOO)
1. Protéger les écosystèmes littoraux	Protéger la qualité et la diversité des espaces littoraux terrestres et marins et de leurs écosystèmes	O.28 : Protéger les sites et espace naturels, dont les espaces littoraux et les milieux aquatiques, et O.30 : Favoriser une gestion globale de l'eau
	Anticiper les risques naturels dans la perspective du réchauffement climatique	O.34 : Prévenir les risques
	Gérer les ressources littorales tout en préservant les milieux	O.33 : Engager une gestion des sites de carrières
2. Organiser les activités littorales	Réserver des espaces pour l'organisation de la cohésion territoriale	O.15 – Accueillir des activités économiques sur l'ensemble de la bande littorale
	Assurer l'ouverture du territoire et permettre son rayonnement régional par le développement des infrastructures portuaires et aéroportuaires	
	Accompagner le développement de la filière d'excellence « tourisme » sur le littoral	O.23 : Accentuer la promotion du tourisme sur le territoire
	Accompagner le développement des autres filières d'excellence et de l'exploitation des ressources maritimes	Favoriser le développement des nouvelles technologies (vallée de l'innovation) Encouragement au développement de nouvelles sources d'énergie
3. Contenir le développement urbain	Les conditions de l'urbanisation littorale dans un principe d'économie d'espace	O.6 : Rechercher une optimisation de l'occupation foncière
	Préserver la qualité des eaux et traiter l'ensemble des déchets produits par la population	O.30 : Favoriser une gestion globale de l'eau O.32 : Renforcer le système de gestion et de valorisation des déchets
	Garantir la mobilité par la priorité donnée aux transports collectifs	O.25 : Renforcer les transports collectifs et les modes de déplacement doux

4.3- Compatibilité du SCoT avec la charte du Parc National de la Réunion

La Charte du PNR présente 4 grands enjeux qui sont déclinés au travers des « Objectifs pour le Cœur » et des « Orientations pour l'Aire d'adhésion ». Ces enjeux sont les suivants :

Enjeu 1 : Préserver la diversité des paysages et accompagner leurs évolutions

Enjeu 2 : Inverser la tendance à la perte de biodiversité

Enjeu 3 : Valoriser le patrimoine culturel des Hauts et assurer la transmission de ses valeurs

Enjeu 4 : Impulser une dynamique de développement économique pour les Hauts

Enjeu 1 : Préserver la diversité des paysages et accompagner leurs évolutions

Les orientations s'appliquant à l'aire d'adhésion		Les orientations du SCoT compatibles avec celles de l'aire d'adhésion (DOO)	Les objectifs s'appliquant aux espaces du Cœur		Les orientations du SCoT compatibles avec les objectifs du Cœur (DOO)
Orientation 1 : Préserver la diversité des paysages et accompagner leurs évolutions	Mes 1.1 – Préserver les grands ensembles paysagers	O.29 : Préserver la diversité des structures paysagères de la CINOR	Objectif 1 : Maîtriser l'impact paysager des travaux et des activités	Mes 1.1 – Veiller à l'intégration paysagère des travaux, équipements et activités	O.18 : Favoriser la qualité des aménagements à destination d'activités économiques et artisanales
	Mes 1.2 – Développer et valoriser les approches paysagères exemplaires	O.29 : Favoriser le traitement qualitatif des projets		Mes 1.2 – Mettre en œuvre une signalétique sobre, harmonieuse et reflétant le caractère du Parc National	Non du ressort du SCoT
	Mes 1.3 – Résorber les points noirs paysagers	O.29 : Protéger les paysages		Mes 1.3 – Agir en faveur de la diminution et de la gestion des déchets et résorber les points noirs paysagers	O 32 : Renforcer le système de gestion et de valorisation des déchets O29 : Protéger les paysages
	Mes 1.4 – Réglementer l'usage de la publicité extérieure	Non traité par le SCoT		Mes 2.1 – Connaître les paysages et en suivre les évolutions	Suivi du SCoT
Orientation 2 : Favoriser l'appropriation des paysages	Mes 2.1 – Construire un projet paysager partagé	Traitement des questions paysagères à l'échelle du SCoT	Objectif 2 : Construire et partager une approche ambitieuse du paysage	Mes 2.2 – Développer et mettre en œuvre la démarche d'interprétation	Non du ressort du SCoT
	Mes 2.2 – Développer et mettre en œuvre la démarche d'interprétation	Non du ressort du SCoT		Mes 2.3 – Construire et mettre en œuvre une offre pédagogique et de sensibilisation	Non du ressort du SCoT
	Mes 2.3 – Construire et mettre en œuvre une offre pédagogique et de sensibilisation au paysage	Non du ressort du SCoT			

Enjeu 2 : Inverser la tendance à la perte de biodiversité

Les orientations s'appliquant à l'aire d'adhésion		Les orientations du SCoT compatibles avec celles de l'aire d'adhésion (DOO)	Les objectifs s'appliquant aux espaces du Cœur		Les orientations du SCoT compatibles avec les objectifs du Cœur (DOO)
Orientation 3 : Mieux connaître et conserver les espèces, les habitats et les fonctionnalités écologiques	Mes 3.1 – Connaître, préserver et restaurer les habitats et les espèces les plus remarquables de l'aire d'adhésion	O.28 : Préserver les sites et espaces naturels	Objectif 3 : Conserver les espèces, les habitats et les fonctionnalités écologiques	Mes 3.1 – Maîtriser l'impact des travaux et activités sur la biodiversité, l'intégrité et les fonctionnalités des habitats indigènes	O.28 : Préserver les sites et espaces naturels Les constructions et aménagements nouveaux doivent respecter la qualité écologique des sites en minimisant leur impact
	Mes 3.2 – Restaurer et préserver la trame verte et bleue	O.28 : Préserver les espaces naturels exceptionnels et les espaces favorables à la fonctionnalité écologique du territoire		Mes 3.2 – Accompagner l'évolution des pratiques existantes dans le respect de l'environnement	Non du ressort du SCoT
	Mes 3.3 – Faire connaître et développer l'utilisation des espèces végétales indigènes	O. 28 : S'inscrire dans une dynamique de lutte contre les invasives		Mes 3.3 – Connaître et maîtriser l'impact de la chasse sur les espèces et les habitats indigènes	Non du ressort du SCoT
	Mes 3.4 – Participer à la sauvegarde de la faune menacée	O.28 : Préserver les milieux naturels		Mes 3.4 – Renforcer la prévention et la protection contre le risque incendie	O.34 : Prévenir les risques Maintien de zones de transition avec les espaces forestiers
Orientation 4 : Lutter contre les espèces envahissantes animales et végétales	Mes 4.1 – Mettre en œuvre des actions de détection précoce et d'intervention rapide	Non du ressort du SCoT	Objectif 4 : Lutter contre les espèces envahissantes animales et végétales	Mes 3.5 – Améliorer la situation de la flore et de la faune menacée, ainsi que des habitats naturels rarissimes et assurer les continuités écologiques du territoire	O.28 : Préserver les espaces naturels et de forte protection, intégrant les corridors écologiques essentiels à la fonctionnalité du territoire
	Mes 4.2 – Mettre en œuvre des plans d'action et de gestion sur les zones prioritaires	Non du ressort du SCoT		Mes 4.1 – Mettre en œuvre des actions de détection précoce et d'intervention rapide	Non du ressort du SCoT
				Mes 4.2 – Mettre en œuvre des plans d'action et de gestion sur les zones prioritaires	Non du ressort du SCoT
				Mes 4.3 – Intégrer la problématique des espèces exotiques envahissantes dans la gestion des travaux et des activités	O.28 : Préservation des espaces verts urbains à mener en parallèle de la lutte contre l'introduction d'espèces invasives

					Projets conditionnés à la prise en compte des aspects écologiques
	Mes 4.3 – Impliquer les acteurs socio-économiques dans la lutte contre les espèces invasives	Non du ressort du SCoT		Mes 4.4 – Maîtriser les populations d'espèces chassables	Non du ressort du SCoT
	Mes 4.4 – Sensibiliser et former les différents publics sur la question des espèces invasives	Non du ressort du SCoT		Mes 4.5 – Sensibiliser et former les différents publics sur la question des espèces invasives	Non du ressort du SCoT
Orientation 5 : Favoriser l'appropriation de la biodiversité	Mes 5.1 – Valoriser le patrimoine naturel dans l'offre pédagogique et de sensibilisation	O.28 – Valorisation du patrimoine naturel dans les projets	Objectif 5 : Améliorer et partager la connaissance de la biodiversité	Mes 5.1 – Améliorer, capitaliser, structurer et mutualiser les connaissances en écologie et en biologie	Non du ressort du SCoT
				Mes 5.2 – Valoriser les connaissances auprès de la communauté scientifique	Suivi de l'impact du SCoT sur la biodiversité
				Mes 5.3 – Valoriser le patrimoine naturel dans l'offre pédagogique et de sensibilisation	O.28 – Valorisation du patrimoine naturel dans les projets

Enjeu 3 : Valoriser le patrimoine des Hauts et assurer la transmission de ses valeurs

Les orientations s'appliquant à l'aire d'adhésion			Les objectifs s'appliquant aux espaces du Cœur		
Les orientations du SCoT compatibles avec celles de l'aire d'adhésion (DOO)			Les orientations du SCoT compatibles avec les objectifs du Cœur (DOO)		
Orientation 6 : Développer la connaissance du patrimoine culturel	Mes 6.1 – Développer la connaissance du patrimoine culturel et de l'histoire du peuplement	Non du ressort du SCoT	Objectif 6 : Révéler l'histoire du peuplement du Cœur et de son occupation	Mes 6.1 – Développer la connaissance du patrimoine culturel et de l'histoire du peuplement	Non du ressort du SCoT
				Mes 6.2 – Mettre en valeur le patrimoine bâti, la toponymie, l'histoire des lieux	O.29 : Préserver et mettre en valeur le patrimoine urbain, architectural et culturel
Orientation 7 : Faire du patrimoine culturel un enjeu sociétal et un atout de développement économique	Mes 7.1 – Favoriser la transmission des métiers, de l'art de vivre dans les Hauts, des savoirs et des savoir-faire	Non du ressort du SCoT	Objectif 7 : Partager la connaissance du patrimoine culturel et en faire un enjeu sociétal	Mes 7.1 – Favoriser la transmission des métiers, de l'art de vivre dans les Hauts, des savoirs et des savoir-faire	Non du ressort du SCoT
	Mes 7.2 – Valoriser le patrimoine culturel dans l'offre pédagogique et de sensibilisation	Non du ressort du SCoT		Mes 7.2 – Valoriser le patrimoine culturel dans l'offre pédagogique et de sensibilisation	Non du ressort du SCoT
	Mes 7.3 – Développer le tourisme culturel	O.23 : Accentuer la promotion du tourisme sur le territoire O.29 : Préserver et mettre en valeur le patrimoine urbain, architectural et culturel		Mes 7.3 – Faire du patrimoine culturel un enjeu de recherche et de coopération	Non du ressort du SCoT

Enjeu 4 : Impulser une dynamique de développement économique pour les Hauts

Les orientations s'appliquant à l'aire d'adhésion		Les orientations du SCoT compatibles avec celles de l'aire d'adhésion (DOO)	Les objectifs s'appliquant aux espaces du Cœur		Les orientations du SCoT compatibles avec les objectifs du Cœur (DOO)
Orientation 8 : Définir une stratégie ambitieuse de développement et d'aménagement spécifique pour les Hauts	Mes 8.1 – Contribuer à faire émerger un nouveau projet collectif pour les Hauts	O.8 : Préserver l'identité propre des territoires ruraux habités	Objectif 8 : Définir une stratégie pour le cœur du parc national en tant qu'atout pour La Réunion	Mes 8.1 – Veiller à articuler les politiques publiques avec les spécificités du cœur du parc et les enjeux de préservation et de valorisation associés	Prise en compte des spécificités du Cœur du parc dans le SCoT
Orientation 9 : Favoriser un aménagement harmonieux du territoire	Mes 9.1 – Promouvoir une gestion équilibrée et durable du territoire	Volets 2, 3 et 4 du DOO du SCoT	Objectif 9 : Mettre en œuvre une dynamique de projet global, axée sur l'écotourisme	Mes 9.1 – Valoriser et gérer les sites phares de manière exemplaire	O.28 : Préserver les espaces naturels exceptionnels de forte protection O.29 : Recenser et protéger les éléments du patrimoine bâti
	Mes 9.2 – Promouvoir l'identité rurale des bourgs des Hauts et la qualité urbaine des villes relais « Portes du parc »	O.8 : Préserver l'identité propre des territoires ruraux habités		Mes 9.2 – Transcrire dans l'offre touristique les valeurs du Parc national et l'inscription au Patrimoine mondial en veillant à sa qualité	O.23 et 29: permettre l'aménagement des grands sites naturels et sites d'intérêt touristiques, et réaliser des aménagements qualitatifs à la hauteur des enjeux du Parc.
	Mes 9.3 – Accompagner, stimuler et soutenir la recherche et l'innovation	O.31 : Développer l'autonomie énergétique			
	Mes 9.4 – Intégrer la gestion des risques naturels et la lutte contre l'érosion dans l'aménagement du territoire	O.34 : Prévenir les risques			
Orientation 10 : Conforter une dynamique de développement économique et social porteur d'identité	Mes 10.1 – Conforter les activités agricoles et soutenir la valorisation des produits locaux	O.22 : Préserver les espaces agricoles et pérenniser l'activité agricole	Objectif 10 : Maîtriser les flux touristiques et de loisirs dans le respect du caractère du Parc national	Mes 10.1 – Développer la connaissance des flux, des comportements et de leurs impacts	Non du ressort du SCoT
	Mes 10.2 – Favoriser les initiatives et le développement d'activités économiques	O.15 : Renforcer les capacités d'accueil d'activités économiques		Mes 10.2 – Viser l'équilibre territorial dans la pratique des activités de tourisme et de loisirs, dans le respect des vocations et des espaces	O.23 : Diversifier l'offre touristique et réaliser les aménagements nécessaires à l'accueil du tourisme
	Mes 10.3 – Soutenir les initiatives culturelles et artistiques	Non du ressort du SCoT		Mes 10.3 – Promouvoir l'exemplarité environnementale dans la pratique des activités de tourisme et de loisirs	Non du ressort du SCoT

Orientation 11 : Faire des Hauts un espace d'excellence pour l'accueil récréatif et touristique	Mes 11.1 – Renforcer et structurer les sites, itinéraires et espaces d'accueil des activités de loisir, développer un réseau de sites secondaires	O.28 : Permettre le développement d'équipements à vocation touristique et organiser la fréquentation des espaces			
	Mes 11.2 – Organiser un développement territorial coordonné autour d'espaces structurants	Volet 1 du DOO : Les grandes orientations d'aménagement			

4.4- Compatibilité du SCoT avec le SDAGE Réunion

Les orientations du SDAGE		Les orientations du SCoT (DOO) compatibles avec celles du SDAGE
Orientation fondamentale 1 : Gérer durablement la ressource en eau dans le respect des milieux aquatiques et des usages	Assurer l'équilibre ressources/besoins des différents usages en préservant le milieu naturel et les paysages	O.30 : Favoriser une gestion globale de l'eau Le développement urbain est conditionné à la suffisance de la ressource en eau potable existante et/ou mobilisable
	Favoriser les économies d'eau pour les différentes catégories d'usages	O.30 : Les documents d'urbanisme favorisent les économies d'eau
	Améliorer la connaissance et le suivi des ressources déjà utilisées et identifier de nouvelles ressources	Non du ressort du SCoT
	Gérer la crise en période de pénurie	Non du ressort du SCoT
	Poursuivre le développement des ouvrages structurants de mobilisation et de desserte en eau, avec comme principe directeur la gestion globale de la ressource	O.30 : Favoriser une gestion globale de l'eau
Orientation fondamentale 2 : Assurer à la population de façon continue, la distribution d'une eau potable de qualité	Assurer la protection des captages	O.30 : Traduire les périmètres de protection des captages d'eau potable
	Lutter contre les pollutions diffuses	O.30 : Contrôler et réduire les rejets d'eaux usées Améliorer la qualité chimique et écologique des masses d'eau
Orientation fondamentale 3 : Lutter contre les pollutions	Sécuriser l'approvisionnement quantitatif et qualitatif en eau potable	O.30 : Améliorer le rendement des réseaux, renforcer les interconnexions des réseaux d'eau potable et recherche de nouvelles ressources plus fiables
	Poursuivre la mise en conformité de l'assainissement des eaux usées domestiques et industrielles	O.30 : Optimiser les dispositifs d'assainissement au regard des perspectives de développement
	Connaître, réduire, voire supprimer les émissions de substance toxiques	O.30 : Limiter les risques de pollution par le retrait aux cours d'eaux
	Poursuivre l'effort de lutte contre les pollutions azotées et phytosanitaires qu'elles soient diffuses ou ponctuelles notamment en encourageant une agriculture respectueuse de l'environnement	Non du ressort du SCoT
	Améliorer la connaissance et la prise en compte de la qualité des eaux pluviales	O.30 : Limiter les ruissellements en favorisant la végétalisation des milieux urbains et l'infiltration
Orientation fondamentale 4 : Réduire les risques liés aux inondations	Développer la culture du risque	Non du ressort du SCoT
	Réduire l'aléa inondation	O.34 : Aménager les espaces urbains en tenant compte du risque inondation et ruissellement
	Réduire la vulnérabilité face au risque inondation	O.34

	Améliorer l'efficacité des interventions publiques dans le domaine des risques	Non du ressort du SCoT
	Organiser la stratégie de gestion de crise	Non du ressort du SCoT
Orientation fondamentale 5 : Favoriser un financement juste et équilibré de la politique de l'eau, notamment au travers d'une meilleure application du principe pollueur – payeur et du principe de récupération des coûts liés à son utilisation	Mettre en place des outils financiers	Non du ressort du SCoT
	Optimiser les leviers financiers	
	Inciter à la récupération des coûts, à la transparence et aux économies d'eau	
Orientation fondamentale 6 : Préserver, restaurer et gérer les milieux aquatiques continentaux et côtiers	Lutter contre les pollutions qui affectent certains milieux aquatiques à préserver	O.30 : Améliorer la qualité écologique des masses d'eau
	Rétablir la continuité écologique des cours d'eau	O.28 : Préserver les sites et espaces naturels : les cours d'eau et leurs embouchures sont intégrés aux espaces naturels de protection forte Préserver les espaces complémentaires favorables à la fonctionnalité écologique du territoire
	Lutter contre les espèces envahissantes	O.28 : Orientations à mener en parallèle de programmes de lutte contre les espèces invasives
	Améliorer la connaissance sur les milieux aquatiques continentaux et marins	Non du ressort du SCoT
Orientation fondamentale 7 : Renforcer la gouvernance et faciliter l'accès à l'information dans le domaine de l'eau	Améliorer la gestion des données et l'accès à l'information sur l'eau	Non du ressort du SCoT
	Renforcer la politique locale de l'eau et la gérer à la bonne échelle de travail	Non du ressort du SCoT
	Assurer la prise en compte du cycle de l'eau dans tous les projets, plans et programmes	O.30 : Favoriser une gestion globale de l'eau

4.5- Compatibilité du SCoT avec le Plan d'Exposition aux Bruits

Le Plan d'Exposition aux Bruits (PEB) relatif à la présence de l'aérodrome Saint-Denis Gillot comprend 3 zones de bruit : bruit fort (zones A et B), bruit modéré (zone C).

Dans les zones A et B, la construction de logements non nécessaires à l'activité de l'aérodrome est interdite. Dans la zone C, la construction de maisons individuelles non groupées et les opérations de réhabilitation et de réaménagement urbain sont autorisées à condition qu'elles n'entraînent pas d'augmentation de la population soumise aux nuisances sonores.

Le SCoT est compatible avec ce PEB au travers de l'orientation 34 - Prévenir les risques / Limiter les nuisances sonores au regard de la construction destinée à l'habitat.

4.6- Prise en compte du SRCAE/SRE de la Réunion et du PRERURE

La réalisation du **Schéma Régional Climat Air Energie** co-piloté par l'Etat et le Conseil régional a été lancée en avril 2011 et est en cours de réalisation. L'état des lieux a été réalisé ; les orientations du schéma sont en cours de définition.

Le **PRERURE**, Plan Régional des Energies Renouvelables et de l'Utilisation Rationnelle de l'Energie (de compétence régionale mais élaboré de manière partenariale avec les différents acteurs), élaboré en 2005, présente 3 thèmes d'intervention :

- L'amélioration de l'environnement institutionnel et organisationnel
- Des actions pour limiter les consommations énergétiques
- Des actions pour favoriser la diversification de l'offre énergétique (ce volet a fait l'objet de nouvelles fiches actions élaborées en 2008, visant à développer des formes de productions énergétiques nouvelles et innovantes).

Dans le domaine de l'énergie, le SCoT entend favoriser, à son échelle, le développement de l'autonomie énergétique de l'île (orientation 31 du SCoT). Pour cela, la CINOR affiche de fortes ambitions de développement des énergies renouvelables. L'implantation de nouvelles infrastructures à cet effet sera donc autorisée sur le territoire, et le choix des zones à urbaniser devra être réfléchi de manière à valoriser et optimiser les installations sources d'énergies renouvelables. Les économies d'énergies et la production d'énergies renouvelables dans la construction devront être privilégiés dans le cadre des documents d'urbanisme.

4.7- Prise en compte du PDEDMA

Le PDEDMA (document de juin 2011) a structuré ses objectifs selon 3 axes :

- la prévention, qui doit être cohérente avec celle menée par les EPCI et doit être portée par des actions concrètes
- la valorisation matière et organique, qui doit être améliorée et renforcée pour atteindre les objectifs du Grenelle
- la maîtrise de l'impact du traitement des résiduels : réduction de la quantité de déchets à mettre en ISDND

Ces objectifs sont déclinés de la manière suivante :

- 1 – Réduire les quantités d'ordures ménagères de -24kg/hab.an en 2015 et -46kg/hab.an
- 2 – Réduire les flux des déchets occasionnels (hors déchets végétaux) à 125kg/hab à l'horizon 2020
- 3 – Orienter vers les filières de recyclage matière et organique
- 4 – Les installations de traitement des déchets végétaux doivent se mettre en conformité avec leur déclaration ICPE
- 5 – Réduire la nocivité des déchets
- 6 – Permettre d'autres procédés de valorisation organique

Le SCoT répond aux objectifs du PDEDMA au travers de son orientation 32 : « Renforcer le système de gestion et de valorisation des déchets », qui vise à permettre l'installation des équipements nécessaires pour le traitement des déchets et à favoriser le tri et le recyclage.

A noter que le Plan de prévention et de Gestion des déchets Non Dangereux (PPGDND) est cours d'élaboration et que c'est ce document, qui succède au PDEDMA, que le SCoT devra prendre en compte.

4.8- Prise en compte du Schéma départemental des carrières

Les orientations du Schéma Départemental des Carrières visent une utilisation économe et rationnelle des matériaux, ainsi qu'une réduction des impacts sur l'environnement, et ce au travers de :

- la valorisation des produits ou matériaux générés par des activités autres que les carrières,
- la gestion durable des ressources du sous-sol
- le choix des sites d'implantation des nouvelles carrières
- la protection des sites d'exploitation
- l'intégration environnementale des carrières, leur remise en état et réaménagement

Le SCoT s'inscrit dans cette démarche en garantissant la préservation des sites carriérables (non urbanisation), en demandant d'améliorer la gestion de la ressource (gestion au plus près des besoins et prise en compte des risques), et en prescrivant la mise en œuvre de mesures d'intégration paysagère et écologique des sites une fois exploités.

5- Les indicateurs de l'évaluation environnementale du SCoT

Ces indicateurs visent à suivre dans le temps les effets directs ou indirects de la mise en œuvre du SCoT sur l'environnement (biodiversité, paysages, climat, gestion de l'énergie, des risques des déchets, incidence sur la ressource en eau).

Ces indicateurs sont présentés en partie 4 du document.

6- Le résumé non technique

6.1- Analyse des méthodes utilisées et difficultés rencontrées pour évaluer les effets du SCoT sur l'environnement

Généralités – notions d'effet ou d'impact du projet

En matière d'aménagement, les projets interfèrent avec l'environnement dans lequel ils sont réalisés. La procédure d'évaluation environnementale a pour objectif de fournir des éléments d'aide à la décision quant aux incidences environnementales du projet et d'indiquer les mesures correctives à mettre en œuvre, afin d'en assurer une intégration optimale. On comprend que l'estimation des effets du projet (« impacts ») occupe une importance certaine dans la procédure d'évaluation environnementale.

La démarche adoptée est la suivante :

⇒ Une analyse de l'état « actuel » de l'environnement.

⇒ Une description du projet de SCoT, de ses modalités de réalisation, afin d'apprécier les conséquences sur l'environnement et de justifier les raisons de son choix.

⇒ Une indication des impacts du projet sur l'environnement. Il s'agit d'apprécier la différence d'évolution afférant à :

- la dynamique « naturelle » du domaine environnemental concerné en l'absence de réalisation du projet d'une part,

- la dynamique nouvelle créée par la mise en œuvre du projet, vis-à-vis de ce thème de l'environnement.

Les conséquences de cette différence d'évolution correspondent aux impacts du projet sur le thème environnemental concerné.

⇒ Dans le cas des impacts négatifs, des « mesures correctives ou compensatoires » visent à optimiser ou améliorer l'insertion du projet dans son environnement, et limiter les impacts bruts.

Estimation des impacts et difficultés rencontrées - généralités

L'estimation des impacts sous-entend :

⇒ de disposer de moyens permettant de qualifier et de quantifier l'environnement ;

⇒ de savoir gérer, de façon prédictive, les évolutions environnementales.

Le premier point, pour sa partie qualitative, est réel : l'environnement est appréciable vis-à-vis de ses diverses composantes, avec des niveaux de finesse satisfaisants, et de façon objective (existence de méthodes descriptives).

La partie quantitative n'est appréciée que dans les domaines s'y prêtant, plutôt orientés dans les thèmes de cadre physique ou bien de l'environnement humain et socio-économique (hydraulique, bruit...) ; d'autres (l'environnement paysager par exemple) font appel à certaines appréciations subjectives, dont la quantification ne peut être aisément envisagée.

Le second point soulève des difficultés liées au fait que certaines sciences, complexes, telles les sciences biologiques et écologiques, ne sont que modérément prédictives.

Cas du SCoT de la CINOR

Dans le cadre du présent dossier, la méthode utilisée a consisté en la définition, pour chacun des thèmes de l'environnement, de critères susceptibles de permettre l'appréciation progressive et objective des incidences des orientations d'aménagement.

La collecte des données a été menée auprès des détenteurs de l'information :

- étude de documents existants, porter à connaissance de l'État, études préalables (inventaires du patrimoine naturel, historique, recensement des usages de la ressource aquatique...) ;
- consultation des services de l'Administration, des Collectivités,

et complétée par des reconnaissances de terrain. On notera que, compte tenu de l'ampleur du territoire étudié, les investigations mettent en évidence la sensibilité des milieux naturels sans toutefois prétendre à leur exhaustivité. Selon le principe de subsidiarité, le SCoT renvoie aux dossiers réglementaires (étude d'impact, dossier Loi sur l'Eau, PLU...) qui seront engagés au cas par cas lors de la phase de conception et de réalisation des orientations d'aménagements projetées.

Ces considérations montrent la difficulté d'apprécier l'impact d'un projet sur l'environnement ; l'agrégation des impacts (addition des effets sur des thèmes distincts de l'environnement) reste donc du domaine de la vue de l'esprit, à ce jour, dans la mesure où elle supposerait de façon objective :

⇒ de pouvoir quantifier chaque impact thématique (dans tous les domaines de l'environnement), ce qui n'est pas le cas ;

⇒ de savoir pondérer l'importance relative des différents thèmes environnementaux les uns par rapport aux autres, ce qui n'est pas le cas non plus.

6.2- Les grands objectifs du SCoT

Le contexte

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est un document de planification réfléchi sur un terme de 20 ans qui donne les grands principes d'aménagement d'un territoire.

Sur le territoire de la CINOR, cette démarche poursuit les actions conduites aussi bien dans les

domaines de l'économie, de l'emploi, de l'habitat, du commerce que des transports afin de se préparer ensemble aux défis à relever.

Des objectifs d'aménagement ont été déclinés dans le projet de SCoT, exprimés dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), puis déclinés en règles prescriptibles dans le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO). Les Communes devront intégrer ces règles dans leur document d'urbanisme local (Plan Local d'Urbanisme /PLU).

Les orientations d'aménagement

Par choix ou faute d'alternative, les habitants résident désormais à une distance significative de leur lieu de travail. Qu'ils soient dépendants ou non, les administrés souhaitent de plus en plus de services de proximité (école, crèche, sport, culture...). Face à ces constats, la solidarité ne peut se jouer que si le territoire est placé dans une dynamique de croissance. Cette dernière suppose préalablement une économie locale forte et un environnement attractif.

Ayant pour objectif de répondre à ces questions au niveau local, la CINOR travaille avec la volonté de créer des conditions favorables au maintien d'un cadre de vie de qualité pour les populations et activités en place, tout en essayant d'attirer de nouveaux éléments.

Les pistes étudiées lors de la définition du projet visent la recherche d'équilibres globaux et débouchent sur des règles partagées à l'échelle des 3 communes, en gardant à l'esprit un développement maîtrisé du territoire.

Sur quels leviers de développement agir ? (notion d'attractivité)

Les 3 communes du SCoT constituent un périmètre cohérent de bassin de vie.

La poursuite d'actions à l'échelle intercommunale confortera le rôle des Collectivités localement

Passer à 263 000 habitants sur 20 ans est un objectif que le territoire pourra absorber en renforçant le niveau d'équipements et de services.

Environ 44 000 logements neufs sur 20 ans seront alors nécessaires pour accueillir cette nouvelle population.

Sur le plan économique, l'accueil d'activités et de commerces devra se faire principalement en appui des zones existantes pour accentuer la lisibilité du territoire.

Les besoins fonciers sont de l'ordre de **426 hectares** en extension de l'urbanisation (pour le développement économique, le développement de l'habitat et des commerces).

Tout secteur économique devra être conforté afin de diversifier le tissu local et créer de nouveaux emplois.

Quelle répartition définir pour structurer le territoire ? (notion de hiérarchisation)

Tout le territoire doit proposer un développement modulé selon le niveau d'équipement local.

Ainsi, les pôles principaux supporteront une grande part du développement, secondé par les pôles secondaires et les villes- relais, puis plus modérément les autres bourgs et territoires ruraux habités du territoire.



L'offre de logements sera diversifiée : en propriété, en location privée et sociale.

Afin d'économiser l'espace, la densité de construction mixera pavillons, maisons de ville et petits collectifs.

Si l'accueil de ces nouveaux logements passe principalement par l'ouverture de zones naturelles à l'urbanisation, le renouvellement du parc existant en réduira d'autant la consommation.

Une telle structuration du territoire a pour ambition d'affirmer la vocation de chaque entité.

Comment concilier cadre de vie et aménagement ? (notion de préservation)

Au-delà des éléments naturels déjà protégés (boisements...), le SCoT conforte la diversité de la faune et de la flore.

Chaque intervention ponctuelle ou aménagement d'ensemble devra intégrer une approche paysagère.

Selon l'ampleur, il sera recherché une qualité dans le traitement des espaces publics, l'intégration des constructions.

Un regard devra également être porté sur les entrées sur le territoire de la CINOR.

Qu'elle soit liée à un espace naturel ou à une activité humaine, une protection est à instaurer afin de limiter l'exposition des populations (bruit, ruissellements...).

De la même façon, la recherche de solutions aux questions environnementales devra être poursuivie (gestion des déchets, qualité et

approvisionnement en eau potable, gestion des eaux pluviales...).

L'étalement urbain sera maîtrisé notamment en modérant globalement l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation, en instituant des coupures d'urbanisation.

6.3- Les incidences et les mesures compensatoires sur l'environnement

Les incidences et mesures compensatoires sont présentées en suivant les principales thématiques environnementales :

Sur le patrimoine naturel :

Incidences négatives sur le patrimoine naturel :

- Populations nouvelles et activités nouvelles, donc dégradation possible des espaces naturels, soit directement (hausse de la fréquentation, destruction d'espaces naturels par consommation du foncier), soit indirectement par une consommation des ressources accrue (l'eau par exemple) et production d'effluents accrue également.

Incidences positives et/ou mesures réductrices ou compensatoires :

- Mise en place de ruptures d'urbanisation (inconstructibilité), préservation des corridors écologiques, pérennisation des inventaires et protections existantes (ZNIEFF...).

- Poursuite des aménagements de gestion des eaux pluviales favorisant la maîtrise quantitative et qualitative des rejets.

Sur le paysage

Incidences négatives sur le paysage :

- Populations nouvelles et activités nouvelles, donc dégradation possible des paysages par les aménagements qui seront créés : consommation d'espaces naturels, mauvaises insertions paysagères... (urbanisation résidentielle et économique non maîtrisée).

Incidences positives et/ou mesures réductrices ou compensatoires :

- Prescriptions sur la qualité des futurs aménagements,

- Respect des coupures d'urbanisation.

- Préservation des espaces naturels (boisements...).

Sur les risques naturels :

Incidences négatives :

- Extension et/ou densification des zones d'habitat et de développement économique, donc augmentation de l'imperméabilisation des sols, donc augmentation des eaux de ruissellement, risque de saturation des réseaux d'eaux pluviales.

- Augmentation de la population, développement économique engendrant une augmentation du trafic et des nuisances sonores liées.



Incidences positives et/ou mesures réductrices ou compensatoires :

- Prescriptions pour maîtriser les eaux pluviales par actions combinées (infiltration, récupération).
- Information des habitants sur les risques naturels présents.
- Entretien du réseau hydrographique.
- Développement des pistes cyclables et cheminements piétons.

Sur les ressources naturelles : cas de la ressource en eau

Incidences négatives sur l'eau :

- Accroissement de la population sur 20 ans induisant des risques de pollutions des eaux et une augmentation de la consommation en eau potable.
- Augmentation des activités humaines pouvant être à l'origine de dégradation de la qualité de l'eau.

Incidences positives et/ou mesures réductrices ou compensatoires :

- Protection du captage d'eau.
- Maîtrise des ruissellements en amont.

- Poursuite des efforts en matière d'amélioration des systèmes d'assainissement et de maîtrise des eaux pluviales.

7- La mise en œuvre du SCoT

A une échéance de 6 ans au plus tard, le bilan des effets du SCoT devra être établi au regard des objectifs environnementaux. Pour ce faire, le SCoT détermine les indicateurs les plus pertinents pour l'évaluation des incidences de la mise en œuvre du SCoT. Ces indicateurs doivent garantir une gestion optimale et un suivi permanent de l'évolution du territoire de la CINOR.

Les indicateurs sont quantitatifs, lorsque les données sont présentes ou qualitatifs dans le cas inverse.

Ces indicateurs mis en place par la CINOR doivent être établis :

- à l'état zéro,
- au moment du bilan : dans 6 ans.

PARTIE 4 :

LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DU SCOT



Le suivi et la mise en œuvre, des missions propres à la CINOR.

La CINOR a vocation à être une structure pérenne. Le législateur subordonne en effet l'opposabilité des SCoT à l'existence d'un établissement public compétent pour en assurer la gestion et le suivi. La dissolution de l'EPCI entraînerait de plein droit la caducité du SCoT.

Le SCoT de la CINOR pourra, si nécessaire, être adapté aux évolutions postérieures à son entrée en vigueur par le biais des procédures de gestion (modification, révision) mises en œuvre par la CINOR et de mise en compatibilité.

La CINOR continuera donc à assurer les missions nécessaires au suivi et à la mise en œuvre du schéma à travers, notamment, de l'observation des évolutions du territoire, aux procédures d'élaboration ou de révision des Plans Locaux d'Urbanisme afin de faciliter, pour ceux qui se situent dans son périmètre, leur mise en compatibilité avec le SCoT. Pour ce faire, elle définira, après l'approbation du SCoT, les modalités et le schéma d'organisation nécessaires à assurer cette mission (ressources internes, externalisation, partenariats).

Un cadre législatif

Conformément à l'article L122-14 du Code de l'Urbanisme, modifié par la Loi ENE de juillet 2010, la CINOR doit « procéder à une analyse des résultats de l'application du SCoT » **au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans à**

compter de la délibération portant approbation du Schéma, et « délibérer sur son maintien en vigueur ou sur sa mise en révision complète ou partielle ».

Selon le décret du 29 février 2012, relatif aux documents d'urbanisme, **le rapport de présentation du SCoT « précise » désormais « les indicateurs qui devront être élaborés pour l'évaluation des résultats de l'application du schéma prévue à l'article L.122-14, notamment en ce qui concerne l'environnement... »**. Les thèmes de ce bilan sont précisés :

- environnement,
- transports et déplacements,
- maîtrise de la consommation d'espace,
- implantations commerciales.

Et « cette analyse est communiquée au public et à l'autorité administrative compétente en matière d'environnement... »

La CINOR fera une évaluation dans les nouveaux délais imposés par la loi ENE, c'est-à-dire en 2019, 6 ans après la date d'approbation du SCoT.

1- Les phases de réalisation du SCoT : les leviers

1.1- But, objets et construction d'outils du dispositif de suivi et de mise en œuvre proposé

Afin d'évaluer l'efficacité du SCoT de la CINOR, il est donc nécessaire de mettre en place un

dispositif de suivi qui permet d'apprécier la mise en œuvre des orientations retenues et d'en mesurer l'avancement.

Ce suivi consiste à analyser les évolutions constatées à partir :

- **d'un ensemble d'indicateurs chiffrés pertinents** (population, transport, habitat, emploi, occupation du sol, activités économiques et commerciales, équipements...) ; pour la CINOR, ces indicateurs clés doivent être issus de questions de traduction pragmatique du SCoT (cf tableau).

- **d'indicateurs qualitatifs** afin de répondre à la volonté clairement affichée de la CINOR de ne pas réduire le suivi aux seules mesures quantitatives et descriptives : perception de l'impact du SCoT par les élus et acteurs, suivi : en terme de « ressenti » des évolutions, des formes urbaines, des déplacements et/ou par l'observation du terrain (par exemple observations du paysage sur sites identifiés), suivi de l'appropriation des orientations par les élus et les techniciens de la CINOR.

1.2- Un processus en continu avec des points d'étape

L'observation par la CINOR sera conçue comme **un processus qui s'inscrit du point de vue méthodologique « en continu »**. Il pourra être utilisé comme outil de veille et d'alerte. Il doit permettre aux décideurs d'identifier les leviers les plus efficaces pour atteindre les objectifs fixés et de mesurer dans les délais possibles et selon les périodicités techniquement possibles les évolutions en fonction de la qualité et de la disponibilité des informations.

Les objectifs ne seront pas de produire un nouveau diagnostic mais bien de **comparer les évolutions par rapport aux données à l'état « 0 » du SCoT (à savoir les données disponibles les plus proches de la date d'approbation du SCoT) et de disposer d'éléments d'évaluation quantitatifs et qualitatifs** susceptibles de ré-interroger les contenus :

- au bout de trois ans (délai de mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme) ;
- au bout de six ans.

Avertissement/ Phases de réalisation du SCoT.

Aborder les phases de réalisation du SCoT de la CINOR n'est pas évident pour plusieurs raisons.

La CINOR ne maîtrise pas toute la chaîne de décisions et de compétences garante de la mise en œuvre du SCoT et ne relève pas d'une contractualisation de programme : elle n'est compétente « que » pour l'élaboration et le suivi du SCoT. De nombreux leviers d'action relèvent des compétences d'autres autorités publiques (à titre d'exemple: l'urbanisme local relève des communes, le développement des axes routiers transversaux du conseil régional et/ou du conseil général).

Le SCoT est un document de long terme (10-20 ans), mais il reste difficile pour ne pas dire hasardeux de prévoir des actions concourant à la mise en œuvre du SCoT à plus de 5-10 ans. De multiples raisons peuvent être avancées.

Une fois toutes ces réserves rappelées, la CINOR peut donner **une certaine lisibilité au «plan de route» envisageable** à la suite de l'approbation du SCoT selon le canevas suivant :

Priorité 1 : agir tout d'abord sur ce qui relève des compétences propres de la CINOR : la compatibilité des PLU et l'observation territoriale.

Priorité 2 : faire des bilans réguliers de l'efficacité du SCoT.

En outre, il s'agit de s'appuyer ensuite autant que se peut sur la capacité du Syndicat Mixte à générer du partenariat et impulser des dynamiques pour donner vie au SCoT.

PRIORITE 1 : VÉRIFIER DE FAÇON CONTINUE LA COMPATIBILITÉ DES PLANS ET PROGRAMMES LOCAUX AVEC LE SCOT ET ASSURER L'OBSERVATION TERRITORIALE

De plus, l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme précise que lorsque le SCoT est approuvé après un Plan Local d'Urbanisme, ce dernier doit, si nécessaire, être rendu compatible dans un délai de trois ans. La première mission de la CINOR consistera donc à veiller dès les premières années d'application du SCoT à la continuité et à la cohérence des politiques d'aménagement sur le territoire, en veillant notamment à l'appropriation et à la retranscription à l'échelon intercommunal et local des orientations du SCoT.

Ce travail nécessitera une organisation non figée à la date d'approbation du SCoT mais qui sera précisée et défini par la CINOR à partir de 2014: analyse progressive des PLU.

Parallèlement, la CINOR pourra accompagner les communes qui le souhaiteront dans l'organisation du débat prévu à l'article L.123-12-1 (nouvel article introduit par la loi de « Mobilisation pour le logement et lutte contre l'exclusion » du 25 mars 2009). En effet, cet article prévoit que « trois ans au plus après la délibération portant approbation du Plan Local d'Urbanisme ou la dernière délibération portant révision de ce plan, un débat est organisé au sein du conseil municipal sur les résultats de l'application de ce plan au regard de la satisfaction des besoins en logements et, le cas échéant, de l'échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants. (...) Ce débat est organisé tous les trois ans dès lors que le plan n'a pas été mis en révision ».

PRIORITE.2 : METTRE EN PLACE PROGRESSIVEMENT L'OBSERVATOIRE ET FAIRE REGULIEREMENT LE BILAN DE L'APPLICATION ET DE L'EFFICACITE DU SCOT

La CINOR n'a pas eu l'opportunité de se doter des moyens matériels spécifiques pendant l'élaboration du SCoT (acquisition SIG, base de données Topo ou Ortho de l'IGN, orthophotographies du territoire, cadastre numérisé, documents d'urbanisme numérisés...).

La compatibilité des documents d'urbanisme concourt à la poursuite des objectifs du SCoT et participe à l'efficacité du projet.

Il convient également d'évaluer concrètement le Schéma de Cohérence Territoriale. Dans ce but, la CINOR affiche la volonté d'évaluer régulièrement le SCoT sans attendre 2019 (N+6 ans après l'approbation) pour en faire le bilan et juger ou non de l'utilité de sa révision.



La mise en place d'une observation facilitera cet objectif et permettra de réaliser des analyses, thématiques ou territoriales, à intervalles réguliers.

De même, la CINOR réalisera **une analyse d'étape formalisée et partagée à mi-parcours**, soit 3 ans après l'approbation du SCoT.

Ce bilan à mi-parcours permettra de vérifier la bonne « mise en marche » du SCoT pour cerner si les signes des premières inflexions de tendances se confirment.

2- L'évaluation de la performance du SCoT : thèmes, questions, indicateurs

Pour effectuer l'analyse de ses résultats, la CINOR a développé **44 indicateurs** structurés en quatre grandes « familles » qui constituent les « **quatre piliers** » du projet de SCoT : l'habitat et le social, l'économie, l'environnement et la mobilité.

Ces indicateurs permettront, dans le temps, de **vérifier si le SCoT a réussi progressivement à inverser sinon ralentir les dynamiques aujourd'hui à l'œuvre** : consommation foncière, surreprésentation de l'habitat pavillonnaire, augmentation du trafic automobile...

Pour se faire, un certain nombre de **questions sont posées au territoire : les indicateurs permettront d'y répondre.**

Un même indicateur pourra permettre de suivre plusieurs enjeux (exemple : la part des espaces

artificialisés permet de suivre à la fois la consommation foncière et la fragmentation du territoire), tout comme un enjeu important pourra nécessiter le regroupement de plusieurs indicateurs (exemple : le lien entre urbanisme et transport).

Le temps de référence à partir duquel l'indicateur se lira sera la donnée la plus proche de la date d'approbation du SCoT. **Cependant, en fonction de l'évolution que l'on veut faire ressortir, un temps 0 à n-5 voire n-10 ou n-20 sera recherché (exemple : l'évolution de la consommation foncière).**

Les analyses pourront se faire à l'échelle du SCoT, des secteurs du SCoT, ou de la commune selon la « maille » qui sera la plus pertinente pour révéler les tendances, ou tout simplement pour répondre à des demandes précises de traitement ou de partenariat.

Les analyses de la CINOR seront prioritairement structurées selon les **hiérarchies territoriales définies par le SCoT**, que ce soit pour l'armature urbaine (des pôles principaux aux territoires ruraux habités), le développement économique (de la zone à vocation régionale aux zones « communales »), le commerce (des centres villes à la ZACOM) ou l'armature environnementale (des corridors majeurs aux corridors secondaires).

À l'échelle supra- SCoT, les dynamiques des SCoT voisins et leur influence sont prises en compte grâce aux indicateurs qui pourraient être définis dans le cadre de la démarche interSCoT et en relations avec les partenaires de l'observation (Etat, Région, Département, agence d'urbanisme).

L'objectif de la CINOR est d'être en mesure, autant que possible, de réaliser en interne ou par externalisation, selon une périodicité à définir, le traitement des études déjà réalisées dans la phase d'élaboration du SCoT afin d'assurer un suivi comparable : densification à proximité des « pôles gares », suivi des dents creuses, évolution de l'enveloppe urbaine, densité au travers des PC... ou d'autres partenaires (chambres consulaires pour les questions relatives au commerce et à l'agriculture...).

La grille d'indicateurs définie pour suivre l'efficacité du SCoT n'est pas à confondre avec la base de données d'un observatoire. Elle a pour unique objet d'apprécier l'atteinte des objectifs du SCoT, ce qui est différent d'une grille d'indicateurs permettant de suivre de façon exhaustive, globale et non ciblée les évolutions d'un territoire.

Ces indicateurs sont également différents de ceux rattachés à l'évaluation environnementale du SCoT, qui ont pour objectif de surveiller l'évolution des problématiques environnementales sur lesquelles le SCoT est susceptible d'exercer des pressions.

Avertissement : La CINOR émet néanmoins des réserves sur le « temps de réponse » aux évolutions voulues par le SCoT : les PLU mettront plusieurs années pour se mettre « au diapason » du SCoT, les programmes en cours au moment de l'approbation du SCoT ne pourront pas être stoppés (lotissements, projets commerciaux...), les opérations à mettre en oeuvre pour appliquer le SCoT ne s'inscrivent pas dans l'immédiat mais dans la durée jusqu'à sa réalisation effective (programme de logements, restauration de trame verte, renouvellement urbain, extension d'une zone d'activités...).



Pour autant il est proposé **un pas de 3 ans** qui peut s'avérer intéressant pour :

- analyser l'évolution de certaines tendances et spécifiquement la croissance démographique et la consommation foncière ;
- repérer que le SCoT est mis en œuvre concrètement sur le terrain au travers d'actions et de projets nouveaux qui donnent corps à ces orientations du point de vue qualitatif ou quantitatif ;
- repérer les évolutions par rapport aux phasages ou conditionnalités de certaines prescriptions du SCoT (sur le volet économique notamment).

En tout état de cause, ce bilan permettra aux élus de décider de poursuivre le projet de SCoT tel qu'approuvé en 2013, ou bien de le renforcer ou le réajuster si nécessaire par le biais d'une modification voire d'une révision (si l'ampleur des enjeux le justifiait).

1 - Évolution socio-économique du territoire

Thème	Sous thème	Numéro de l'indicateur	Nom de l'indicateur	Paramètres mesurés	Détail: Définition, unité de mesure	Source des données	Année de valeur initiale	Fréquence de mise à jour
Évolution socio-économique du territoire	Structure de la population	1	Répartition de la population	Population municipale	Nombre légal d'habitants par commune	INSEE, Recensement Population		Tous les 3 ans selon les RP de l'INSEE
				Densité de population	Nombre d'habitants/km ² par commune	INSEE, Recensement Population		Tous les 3 ans selon les RP de l'INSEE
		2	Composition de la population	Population par tranche d'âge	Répartition de la population communautaire par tranche d'âge	INSEE, Recensement Population		Tous les 3 ans selon les RP de l'INSEE
				Indice de jeunesse	Nombre de personnes de moins de 20 ans / nombre de personnes de plus de 60 ans par commune	INSEE, Recensement Population		Tous les 3 ans selon les RP de l'INSEE
		3	Évolution de la population	Solde naturel	Nombre de naissance moins nombre de décès	INSEE, Recensement Population		Tous les 3 ans selon les RP de l'INSEE
				Solde migratoire	Nombre d'arrivées moins nombre de départs	INSEE, Recensement Population		Tous les 3 ans selon les RP de l'INSEE

Thème	Sous-Thème	Numéro de l'indicateur	Nom de l'indicateur	Paramètres mesurés	Détail: Définition, unité de mesure	Source des données	année de valeur initiale	Fréquence de mise à jour
Évolution socio-économique du territoire	Logement	4	Amélioration des logements existants	Permis pour travaux acceptés	Nombre de permis de construire déposés pour des travaux d'amélioration d'habitat	Communes	2010	annuelle
				Déclarations préalables acceptées	Nombre de déclarations préalables acceptées pour l'amélioration de d'habitat	Communes	2010	annuelle
		5	Nouveaux logements construits (en extension / en densification)	Nouveaux logements construits	Nombre total de nouveaux logements autorisés	Fichier SITADEL	2010	annuelle
				Nouveaux logements individuels purs	Nombre de logements individuels purs autorisés	Fichier SITADEL	2010	annuelle
				Nouveaux logements individuels groupés	Nombre de logements individuels groupés autorisés	Fichier SITADEL	2010	annuelle
				Nouveaux logements collectifs	Nombre de logements collectifs autorisés	Fichier SITADEL	2010	annuelle
		6	Statuts d'occupation des résidences principales	Propriétaires occupants	Nombre de résidences principales occupées par leurs propriétaires	INSEE	2007	tous les 3 ans selon les RP de l'INSEE
				Locatifs privés	Nombre de résidences principales occupées par des locataires	INSEE	2007	tous les 3 ans selon les RP de l'INSEE
				Logements sociaux	Nombre de logements sociaux	ARMOS / DEAL	2010	annuelle

Thème	Sous-Thème	Numéro de l'indicateur	Nom de l'indicateur	Paramètres mesurés	Détail: Définition, unité de mesure	Source des données	Année de valeur initiale	Fréquence de mise à jour
Évolution socio-économique du territoire	Logement	7	Structure du parc de logements	Résidences principales	Nombre de résidences principales	INSEE		tous les 3 ans selon les RP de l'INSEE
				Résidences secondaires	Nombre de résidences secondaires	INSEE		tous les 3 ans selon les RP de l'INSEE
				Logements vacants	Nombre de logements vacants	INSEE		tous les 3 ans selon les RP de l'INSEE
	Emploi et entreprises	8	Répartition de l'emploi sur le territoire communautaire	Évolution du rapport habitats/emplois	Quotient du nombre d'emploi sur le nombre d'actifs	INSEE		tous les 3 ans selon les RP de l'INSEE
				Répartition de l'emploi	Nombre d'emplois par commune, valeur réelle et relative	INSEE		tous les 3 ans selon les RP de l'INSEE
		9	Surfaces des Zones d'activités	Surface de ZA disponible	Surface des zones d'activité	CINOR, Communes		annuelle
					Taux de remplissage	CINOR, Communes		annuelle
		10	Bassin d'emplois	Lieux de travail des actifs du territoire	Répartition des actifs du territoire par zone d'emploi	INSEE		tous les 3 ans selon les RP de l'INSEE
		11	Taux de chômage	Taux de chômage total	Part d'actifs de plus de 15 ans privés d'emploi et en recherchant un	INSEE		selon les recensements
				Part d'hommes et de femmes à la recherche d'un emploi	Part d'hommes et de femmes actifs de plus de 15 ans privées d'emploi et en recherchant un	INSEE		selon les recensements

Thème	Sous-Thème	Numéro de l'indicateur	Nom de l'indicateur	Paramètres mesurés	Détail: Définition, unité de mesure	Source des données	Année de valeur initiale	Fréquence de mise à jour
Évolution socio-économique du territoire	Emploi et entreprises	12	Secteurs d'activités	Emplois par secteurs d'activité	Répartition en nombre et en %	INSEE		selon les recensements
				Établissements actifs par secteur d'activité et par taille	Répartition en nombre et %	INSEE		Selon les recensements
	Services	13	Commerces et services de proximité	Inventaire des commerces	Tableau récapitulatif	INSEE (base permanente des équipements) et communes		annuelle
				Inventaire des services aux particuliers	Tableau récapitulatif	INSEE (base permanente des équipements) et communes		
		14	Offre de soins	Inventaire des services de médicaux	Tableau récapitulatif	INSEE, (base permanente des équipements) et communes		annuelle
	Tourisme	15	Fréquentation de l'Office de Tourisme	Nombre de personnes renseignées par l'OT	Accueil ou réponse à distance	Office du Tourisme		annuelle
		16	Capacités d'hébergement	Nombre d'établissements d'hébergement touristique par commune et par type	Tableau récapitulatif	Observatoire du Tourisme		annuelle
				Nombre total de lits disponibles par type d'hébergements	Répartition par catégorie	Observatoire du tourisme	2010	annuelle

		17	Réseaux de circuits de randonnée	Nombre des circuits existants	Nombre de circuits qui passent par le territoire			selon les nouveaux guides
				Longueur des circuits de randonnée	Longueur en km des circuits qui traversent le territoire			selon les nouveaux guides
				Difficulté des circuits de randonnée	Difficulté des circuits qui passent par le territoire			selon les nouveaux guides

2 - Gestion de l'espace, évolution des paysages et agriculture

Thème	Sous Thème	Numéro de l'indicateur	Nom de l'indicateur	Paramètre mesuré	Détail: Définition, unité de mesure	Source des données	Année de valeur initiale	Fréquence de mise à jour
Gestion de l'espace, évolution des paysages et agriculture	Occupation de l'espace	18	Répartition de l'espace	Occupation réelle des sols	Cartographie des surfaces selon leurs usages	SAFER / AGORAH / CTCF		selon la mise à jour de la base de données
		19	Consommation de l'espace	Surface de l'enveloppe urbaine	Surfaces consommées par l'extension de l'enveloppe urbaine	BD Ortho de l'IGN		selon la mise à jour de la photographie aérienne
		20	Gestion des risques	Avancement des DICRIM	Nombre de communes munies de DICRIM	Direction régionale de la prévention des risques		annuelle
				Nombre de catastrophes naturelles	Evolution du nombre de déclarations ou de classements en état de catastrophes naturelles	Direction régionale de la prévention des risques		annuelle
	Paysage	21	Points paysagers sensibles	État des points paysagers sensibles	Analyse visuelle	Analyse réalisée dans le rapport de présentation		fin de la période d'évaluation

		22	Ouverture visuelle	Préservation de coupures d'urbanisation et points de vue	Mise en œuvre des coupures d'urbanisation du SCoT dans les PLU, préservation et identification de points de vue Reportage photographique	Documents d'urbanisme des communes		fin de la période d'évaluation
		23	Qualité des entrées de bourg	Analyse qualitative	Reportage photographique	Analyse réalisée dans le rapport de présentation, communes		selon les aménagements réalisés
		24	Qualité des abords d'axes routiers	Analyse qualitative	Reportage photographique	Analyse réalisée dans le rapport de présentation, communes		selon les aménagements réalisés
		25	Végétal en milieu urbain	Pourcentage d'espaces verts	Part des surfaces d'espaces verts dans l'enveloppe urbaine	Analyse orthophoto		Selon la périodicité des orthophoto
		26	Préservation du patrimoine bâti	Nombre de projets de restauration privés	Nombre de subventions accordées par la CINOR	CINOR		annuelle
				Nombre d'éléments protégés	Nombre d'éléments du patrimoine identifiés au titre du L123-1-5-7° dans les PLU	Documents d'urbanisme des communes		Fin de la période d'évaluation
				Nombre d'OAP	Nombre d'OAP réalisées dans les pLU	Documents d'urbanisme des communes		Fin de la période d'évaluation

Thème	Sous Thème	Numéro de l'indicateur	Nom de l'indicateur	Paramètre mesuré	Détail: Définition, unité de mesure	Source des données	Année de valeur initiale	Fréquence de mise à jour
Gestion de l'espace, évolution des paysages et agriculture	Biodiversité	27	Zones protégées pour leur intérêt environnemental	Zones protégées dans les documents d'urbanisme	Niveau de protection et superficie des espaces protégés	Documents d'urbanisme des communes		fin de la période d'évaluation
				Nombre de points de discontinuité écologique	Evolution du nombre de ruptures écologiques du territoire	A partir du diagnostic des continuités existantes de l'EIE et appui du PNR		Tous les 5 ans
	Agriculture	28	Nombre d'exploitations agricoles	Nombre d'exploitations professionnelles	Nombre par commune	Recensement agricole		tous les 10 ans
		29	Nombre d'actifs agricoles	Nombre de chefs d'exploitations et de co-exploitants	Nombre par commune	Recensement agricole	2010	tous les 10 ans
				Nombre total d'UTA (temps plein)	Nombre par commune	Recensement agricole	2010	tous les 10 ans
		30	Réemploi d'anciens bâtiments agricoles	Nombre de permis déposés pour la transformation d'anciens bâtiments agricoles	Nombre de permis pour changement d'usage de bâtiments agricoles Application de l'article L123-3-1 du code de l'urbanisme	Communes / CTCF	2010	annuelle

		31	Répartition de la Surface Agricole Utile	Surface Agricole Utile totale par commune	en Ha et en %	Recensement agricole	2010	tous les 10 ans
				Surface Agricole Utile par type d'utilisation	Ha par communes	Recensement agricole	2010	tous les 10 ans

3 – Transports et voirie

Thème	Sous Thème	Numéro de l'indicateur	Nom de l'indicateur	Paramètre mesuré	Détail: Définition, unité de mesure	Source des données	Année de valeur initiale	Fréquence de mise à jour
Transport et Voirie	Mode de transport	32	Fréquentation des pôles -gares	Fréquentation des différentes gares du territoire	Nombre de voyageurs montant ou descendant des bus	CINOR		annuelle
		33	Transport à la demande	Fréquentation du transport à la demande	Nombre d'usagers et de voyages réalisés	CG		annuelle
		34	Trafic routier	Nombre moyen de véhicules empruntant les routes départementales par jour	Trafic des Véhicules légers et des Poids Lourds sur les routes départementales par commune			selon les mesures réalisées
				Part modal des transports collectifs	% TC dans le trafic	CG		
				Part des poids lourds dans le trafic routier par RD	% PL dans le trafic par commune et par RD			selon les mesures réalisées
		35	Accidents	Nombre et localisation des accidents sur le territoire	Carte		Situation en 2010	annuelle
	Voirie et stationnement	36	Stationnement	Nombre de places de parkings créées	Nombre total et nombre de places handicapées	Communes	Valeurs 0 en 2011	annuelle
		37	État de la Voirie	Nombre de km de voirie renouvelée et/ou modifiée		Communes	Valeurs 0 en 2011	annuelle

Thème	Sous Thème	Numéro de l'indicateur	Nom de l'indicateur	Paramètre mesuré	Détail: Définition, unité de mesure	Source des données	Année de valeur initiale	Fréquence de mise à jour
Gestion des ressources et des déchets	Eau	38	Qualité des eaux superficielles et souterraines	État écologique des eaux superficielles	Niveau bon/moyen/mauvais selon les critères du SDAGE	Office de l'eau, SDAGE		selon les nouvelles mesures disponibles
				Qualité chimique des eaux superficielles et souterraines	Evolution de la teneur en polluants	Office de l'eau		selon les nouvelles mesures disponibles
		39	Eau potable	Volume d'eau potable consommé	Volume consommé par habitant par an	Office de l'eau et agence de l'eau		annuelle
				Qualité de l'eau potable	Nombre de paramètres d'analyse hors normes par communes	ARS		annuelle
				Protection de la ressource	Nombre de captages protégés	Documents d'urbanisme communaux		Tous les 5 ans
				Rendement des réseaux d'eau potable		Gestionnaires de l'eau potable		annuelle
		40	Assainissement	Conformité des installations d'assainissement collectif	Nombre d'installations en conformité	Agence de l'eau, ARS		annuelle
				SPANC	Nombre d'installations contrôlées et taux d'installations conformes	communes		annuelle
				Raccordement aux équipements	Evolution du pourcentage d'habitants raccordés au réseau d'assainissement collectif	Gestionnaires de l'assainissement		annuelle

	Énergie	41	Parc éolien	Puissance éolienne installée	Puissance installée, en projet ou en cours (en MW par an)	CINOR		annuelle
		42	Photovoltaïque/Thermique	Nombre de bâtiments avec panneaux photovoltaïques ou thermiques	nombre de déclarations préalables déposées en mairie	Communes		annuelle
				Puissance photovoltaïque	En kW par an	Observatoire de l'énergie, ARER		En fonction des données disponibles
		43	Production/Consommations	Evolution du rapport production/ consommation d'énergie par habitant		Observatoire de l'énergie, ARER		En fonction des données disponibles
				Empreinte énergétique du bâti	Nombre de bâtiments publics à faible empreinte environnementale (HQE, BBC, critères environnementaux supérieurs à la réglementation en vigueur)	Observatoire de l'énergie, ARER, projets		En fonction des données disponibles et des projets
				Production énergétique	Production GWh issue de la valorisation des ressources agricoles	Observatoire de l'énergie		
	Production de déchets	44	Déchets produits	Quantité de déchets collectés par la déchetterie	Tonnage/hab	CINOR		annuelle
				Quantité d'ordures ménagères collectées	Tonnage et kg/hab	CINOR		annuelle
				Part d'ordures ménagères collectées en tri sélectif	Pourcentage, et erreur de tri	CINOR		annuelle